No 39 du 4 octobre au 16 octobre 1978

Supplément à *L'Humanité rouge* No 945

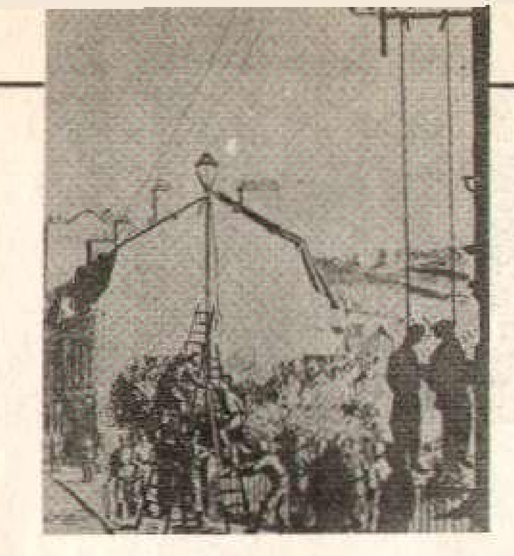
l'Humanité Rouge

3 F

UNE SITUATION INTOLERABLE

Elèves sans maitres

Maitres au chômage



Tulle : la parade d'une gestapiste

Il y a 34 ans, en 1944, la Libération approchait. Le 7 juin, les maquis de Corrèze attaquaient à Tulle la garnison allemande et prenaient la ville. Le 9 juin, la division nazie, Das Reich, en route vers la Normandie, était détournée vers Tulle. En représailles, quatre-vingt dix-neuf otages étaient pendus.

Parmi les complices de ces assassinats, une interprète, Frau Geissler, qui aida les assassins nazis. A la Libération, elle fut emprisonnée durant trois ans pour... non-assistance à personne en danger !

Frau Geissler est revenue à Tulle mercredi 20 septembre. Se rendant dans une pharmacie pour demander des nouvelles de la pharmacienne de l'époque : « *Je m'appelle Frau Geissler*, a-t-elle expliqué, *souvenez-vous, pendant un temps j'ai eu les honneurs de la presse. On m'appelait ici la chienne.* »

Cette visite est une véritable provocation. Elle suscite l'indignation de la population et, en particulier des associations de résistants. Quant à nous, nous dénonçons la liberté de circulation dont bénéficient les criminels de guerre nazis alors que les travailleurs immigrés sont arrêtés pour un oui ou un non.



15000 contre un projet nucléaire d'EDF

A l'origine, le gouvernement prévoyait d'implanter six centrales nucléaires en Bretagne. Devant l'émotion et la protestation suscitées par ce projet qui entraine de nombreuses expulsions, le pouvoir a reculé partiellement. Une seule centrale est, pour l'instant, restée en plan. C'est à Plogoff, au bord de l'océan, qu'EDF a décidé d'implanter une centrale. Samedi 23 septembre, 10 à 15 000 personnes ont manifesté à Brest leur opposition à cette implantation.

Le casse-tête de Stoléru





Ci-dessous, les policiers en civil devant le tribunal de Longjumeau, révolver dans la poche.

Après quatre années, après toutes sortes de pressions, de provocations et d'intimidations qui ont été autant d'échecs, Stoléru et la Sonacotra ont décidé, pour essayer de casser la grève, de traduire une centaine de résidents devant les tribunaux. Jusqu'à présent, le seul tribunal qui ait obtempéré et ait prononcé des expulsions est celui de Metz. Toutefois, devant la mobilisation des résidents, le pouvoir n'a pas osé expulser les neuf résidents visés.

Mercredi 27 septembre avait lieu à Metz le procès en appel de la décision d'expulsion. Malgré la manœuvre du tribunal qui, la veille, avait avancé l'audience de 14 h à 9 h, 150 à 200 résidents étaient présents dans la salle. L'après-midi, 1 300 résidents des foyers d'immigrés de l'Est manifestaient contre les expulsions. Après quatre ans, le casse-tête de Stoléru et de la Sonacotra n'est pas fini. Dans la région parisienne, de nombreux procès ont été reportés au début octobre. Nous appelons nos lecteurs à être de nouveau nombreux devant les tribunaux.

Notre photo : Devant le tribunal de Longjumeau pour le procès des résidents de Massy dans l'Essonne.

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

l'Humanité Rouge

BIMENSUEL

Journal des communistes marxistes-léninistes

Dans ce numéro

Editorial

– 1979. Année de l'Europe . . . . Page 5

Nouvelles intérieures

– Ce que signifie le plan acier . . . . Pages 4-6
– PCF contre PS : une campagne de circonstance . . . . Pages 9-10
– Europe : une monnaie contre le dollar . . . . Pages 12-13

International

– Intrigues autour de la Macédoine . . . . Page 14
– Thaïlande : des maquis à la lisière des villes . . . . Page 15
– Nicaragua : un repli pas une défaite . . . . Page 19
– Soutien au PCMLA argentin . . . . Page 20

La France des luttes

– Éditorial : 40e congrès de la CGT Détruire ou aménager le capitalisme ? . . . . Page 21
– Rennes-Fougères Le conflit de la SPLI . . . . Page 22
– Marseille Terrin quelle voie ? . . . . Pages 23-24
– Toujours sans boulot Témoignage . . . . Page 25

Culturel

– Cinéma « L'argent des autres » . . . . Page 28
– « Paroles d'ouvrier » Note de lecture . . . . Page 31
– Carence de la médecine préventive Une tumeur de l'œil décelée trop tard . . . . Pages 29-30

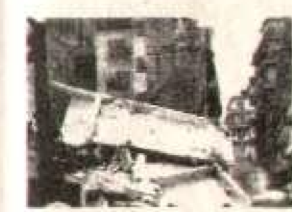
Histoire

– 1949 : sous la direction du Parti communiste chinois, un bond en avant dans l'histoire mondiale . . . . Page 32

DOSSIER

La rentrée : du mécontentement à la colère . . . . Pages 1-7-8-9





DOSSIER

Trois semaines après Camp David . . . . Pages 16-17-18



Tremblements de terre : les animaux, signal d'alarme . . . . Pages 26-27

L'Humanité rouge
BP 61
75861 Paris Cedex 18
CCP : 30 226 72 D La Source
Commission paritaire No 57952
Distribution NMPP
Dépôt légal 3e trimestre 78
Directrice de publication
Suzanne Marty

Directeur politique : Jacques Jurquet. *Rédacteur en chef* : Henri Jour. *Rédacteurs* : Michel Bataille, Henri Berthault, Annie Brunel, Pierre Delaube, Jacques Duroc, Joël Fabien, Serge Forest, Serge Laforge, Guy Lebreton, Philippe Leclerc, Evelyne Le Guen, Catherine Lemaire, Yves Lepic, Pierre Marceau, Henri Mazereau, Jean Nestor, Lucien Nouveau. *Secrétaire de rédaction et maquettiste* : Guy Lanrivain. *Administration* : Arthur Lepuy, Henri Bernard, Sophie Retz. *Imprimerie La Nouvelle. Directrice de publication* : Suzanne Marty.

Ce que signifie le plan acier

Quinze, vingt, trente mille nouveaux licenciements, tel serait le prix que devraient payer les sidérurgistes pour la remise à flot de la sidérurgie française. C'est du moins ce que laissent prévoir les plans du gouvernement qui vient de transformer l'État en premier maître de forge, au moyen d'une prise de participation, de fait, majoritaire. Cette affaire de la sidérurgie française vient de mettre en lumière et à grande échelle l'opposition d'intérêts irréductibles qui existent entre les monopoles et leur État d'une part, et la classe ouvrière d'autre part. La restructuration de la sidérurgie, sous l'égide de l'État, n'est en fait rien d'autre qu'une manifestation brutale de la logique du capitalisme des monopoles.

A l'origine de la prise en main par l'État de la sidérurgie, il y a ce fait : l'acier produit en France coûte trop cher. Il n'est pas compétitif. La productivité des aciéries est trop faible. En somme, les empires des forges ne sont que de vilains *canards boiteux*.

L'acier à la source de toutes les industries mécaniques

Depuis des années, l'État injecte, de façon continue, des milliards — l'argent des travailleurs — dans les caisses des monopoles de l'acier. Les plans de restructuration, les investissements, les milliers de licenciements se sont succédés, mais les faits sont là : en France, il faut dix heures de travail pour produire une tonne d'acier, alors qu'en RFA, huit heures suffisent et six heures seulement au Japon. S'agirait-il d'usines d'habillement ou de chaussures, criblées de dettes et non-rentables, elles seraient mises en faillite et fermées. Mais l'acier, c'est autre chose. Il se trouve à la source de toutes les industries mécaniques. C'est ainsi qu'il entre pour près de 70 % dans la fabrication des biens d'équipement, pour 20 % dans la construction automobile etc., même si de plus en plus, la part des aluminiums et des matières plastiques tend à grandir dans la composition de ces produits.

Il faut donc de l'acier et de l'acier moins cher. Sans doute pas tant pour l'exporter lui-même car les concurrents se font de plus en plus nombreux que pour rendre les exportations des produits manufacturés plus compétitives. En effet, pour développer les ventes à l'étranger de centrales nucléaires, de matériel électronique ou d'automobiles, les monopoles français ont besoin de baisser au maximum les coûts à la production. Ce qui veut dire, entre autres, abaisser le prix de la matière première acier.

« Il faut que la France gagne »

Giscard, lorsqu'il commentait la prise de participation de l'État, définissait ainsi le but : « *Il faut que la France gagne.* » et quand il parle de la France, chacun sait qu'il s'agit des monopoles.

Pour l'acier, l'objectif fixé est donc d'amener son coût à un niveau au moins égal à celui des autres pays européens. La RFA, par exemple, produit un tonnage d'acier sensiblement équivalent à celui de la France avec seulement 105 000 sidérurgistes au lieu de 130 000 en France. Faites la différence et vous aurez une idée du nombre de licenciements qu'implique ce nouveau plan acier !

Significatif des intentions de l'État est le choix des nouveaux dirigeants de la sidérurgie. A la tête de Sacilor on trouvera désormais un dénommé Mayoux et Etchegaray comme PDG d'Usinor, tous deux issus de la même promotion de technocrates que Giscard. Le premier fut le PDG qui, par la ruine des petits paysans et leur

(Suite page 6)

Le plus gros producteur mondial d'acier est l'URSS. Avec 136 millions de tonnes par an, viennent ensuite les USA avec 120 millions, puis le Japon avec environ 60 millions de tonnes.
La production française, quant à elle, était de 23 millions de tonnes cette année. Par ailleurs, le fait nouveau de ces dernières années, c'est l'apparition de nouveaux producteurs dans le tiers monde. Le Brésil et la Corée du Sud... qui accentuent la tendance au rétrécissement du marché.



1979

Année de l'Europe

1979 sera l'année de l'élection du Parlement européen au suffrage universel direct. L'agitation des partis, leurs divisions, les préparatifs électoraux de leurs dirigeants indiquent bien que quelque chose va changer en Europe à cette occasion. Et tout d'abord probablement dans la conscience des Européens eux-mêmes.

Jusqu'ici la perspective d'une Union européenne est restée en France une question aux implications politiques lointaines aux yeux de la population. Le référendum organisé par Pompidou en 1972 le montra bien : le taux d'abstention fut alors énorme.

Il y a à cela à notre avis au moins deux raisons essentielles.

D'une part, une mauvaise connaissance entretenue par les politiciens bourgeois de la situation internationale et des dangers qui pèsent sur l'indépendance nationale des Européens.

L'Europe est divisée en deux — placée à l'Ouest dans la sphère d'influence américaine, à l'Est dans la sphère d'influence soviétique — mais depuis de longues années on fait croire aux peuples que cette situation est viable et sans danger à partir du moment où la « détente » règne entre l'aigle américain et l'ours soviétique.

S'appuyant sur le goût de la paix des Européens durement éprouvés par deux guerres mondiales, certaines forces politiques endorment leur vigilance. Cela est criminel quand on sait que jamais les préparatifs militaires de l'Union soviétique n'ont été si intenses et provoquants. Elle modernise et consolide ses forces en Europe de l'Est, envoie ses navires de guerre et sous-marins dans les mers qui bordent l'Europe, en même temps qu'elle étend son expansion en Afrique et dans l'océan Indien pour maîtriser les voies d'approvisionnement de l'Europe.

Face à cette situation où Américains et Soviétiques se disputent l'Europe, à un moment où L'URSS est à l'offensive et les États-Unis sur la défensive, il est plus que jamais urgent que se consolide et se renforce une Europe unie et indépendante. On ne le répétera jamais assez : si les pays menacés par l'expansion hitlérienne s'étaient solidement unis, ils se seraient épargné bien des malheurs.

A cet égard, l'entrée dans la CEE de l'Espagne, de la Grèce et du Portugal, tous trois situés sur le flanc sud de l'Europe revêt une importance stratégique.

Ainsi, si l'on regarde la situation internationale froidement on ne peut douter que l'Europe unie soit un facteur positif.

Par ailleurs, l'organisation de l'Europe est à l'heure actuelle l'affaire des grands monopoles, de leurs technocrates, de leurs politiciens.

Il est clair que leur problème est de réaliser le maximum de profits : les différents plans d'organisation économique de l'Europe dans tous les secteurs ont toujours été dictés d'abord par les intérêts des groupes financiers les plus puissants tandis que les masses populaires ont eu et doivent en subir les conséquences : exode rural accéléré dans le cadre de la rentabilisation capitaliste des campagnes, licenciements dans le cadre de la restructuration et de la rentabilisation de l'appareil de production, coopération policière dans le cadre de la répression contre-révolutionnaire et de l'intimidation antiouvrière.

C'est pourquoi tout en étant pour l'union européenne dans le cadre de la lutte contre les deux superpuissances, il est indispensable de soutenir et d'organiser la lutte unie des ouvriers, des petits et moyens paysans, des employés, des intellectuels révolutionnaires et des autres catégories populaires contre l'exploitation et l'oppression du grand capital : beaucoup reste à faire mais cela est possible.

L'Europe des Neuf compte 260 millions d'habitants dont l'immense majorité a intérêt au renversement du capital monopoleur. Le jour où les peuples européens s'uniront pour combattre solidairement tout à la fois les monopolistes européens et les deux superpuissances, un monde nouveau commencera à naître en Europe.

Cet avenir nécessite le développement rapide des partis marxistes-léninistes d'Europe : ils constituent la seule force politique qui associe une lutte conséquente contre les deux superpuissances, notamment l'URSS, à l'instauration d'un ordre social conforme aux intérêts des ouvriers et des peuples.

Henri JOUR

exploitation, fit la fortune du Crédit agricole. Quant au second, il fit la preuve de ses capacités d'exploiteur dans le trust ITT ; il les confirma par la suite à la direction du groupe sidérurgique Chiers-Châtillon. C'est par ses soins que fut arrêtée la construction de l'aciérie de Neuves-Maisons qui a coûté la bagatelle de 1,7 millard de francs lourds.

Mayoux et Etchegaray

De froids exécutants des plans capitalistes, bref, des gens qui ne s'embarrassent pas de sentiments et qu'on nous promet plus coriaces que les maîtres de forge eux-mêmes. Bigre !

Sur le sang et la sueur des ouvriers

Avec eux et sous l'égide de l'État, continueront et se renforceront, pour les travailleurs qui ne seront pas licenciés, l'exploitation inhumaine et son cortège de mutilations et de morts qui font la sinistre réputation des trusts comme Usinor. Car c'est non seulement avec des chômeurs mais aussi avec le sang et la sueur des ouvriers que l'on fait des produits compétitifs... et des profits juteux.

Ainsi cette nationalisation qui ne dit pas son nom a toutes les raisons de satisfaire les monopoles de la finance et de l'industrie, tandis qu'elle représente pour les travailleurs une attaque de plus du gouvernement Barre, en même temps qu'un renforcement de l'instrument de leur oppression : l'État capitaliste.

C'est bien ainsi qu'ils l'ont compris ceux qui, dans le Nord et en Lorraine, se lançaient la semaine passée dans la grève. Mais, pour l'instant, la riposte nécessaire a tourné court, les leaders confédéraux des syndicats, qu'ils soient de la CFDT ou de la CGT ne voient pas les choses de cette façon. Pour eux, pas question de grève d'ensemble dure et résolue, mais à l'instar des partis de gauche, il s'agit de discuter sur la nature de la nationalisation. Séguy la voudrait plus franche et plus démocratique. Quant à Chérèque, dirigeant de la métallurgie, il n'est pas loin d'être d'accord avec Barre.

Quelles peuvent être dès aujourd'hui les conclusions pour les travailleurs ?

On ne mettra pas en échec le plan de licenciements en lui opposant d'autres plans prétendus meilleurs.

Le 25 septembre, les sidérurgistes ont participé massivement au mouvement de grève et aux manifestations.



Le 25 septembre, à Thionville, manifestation des sidérurgistes.

Beaucoup ne s'y attendaient pas ! Cela témoigne du profond désir d'engager la riposte sur le terrain. C'est assurément la voie à suivre : bloquer l'application du plan par un mouvement de longue durée, unissant tous les sidérurgistes.

Pierre MARCEAU

Dans une interview au journal *Libération*, Chérèque, secrétaire de la fédération métallurgie CFDT donnait son point de vue sur la sidérurgie. Chérèque dit : *« Un grand coup d'éponge sur l'ardoise des maîtres de forges. Bon. C'est scandaleux. Mais enfin, c'est plus tellement le moment de débattre là-dessus... Si la gauche l'avait emporté, elle aurait bien été obligée aussi de passer l'éponge. »* **(ceci est d'ailleurs tout à fait exact : quand on se place dans le cadre de la gestion du capitalisme, bien obligé d'obéir à ses lois !).**

Ceci était dit, avec un langage qui fait plutôt penser à un PDG, *« L'investissement doit aller à la modernisation et déboucher sur une demande effective en terme qualitatif. Et c'est là qu'on critique la politique de Barre... »*

Et Chérèque propose comme perspective aux luttes dans la sidérurgie d'*« imposer le débat public sur quelle politique industrielle ? Quel type de produits, quelle diversification, quelle modernisation... »* **On le voit, Chérèque a de hautes préoccupations de haute politique industrielle. Mais l'emploi ?**

Aussi, pour ce qui concerne la prolongation éventuelle de la grève en Lorraine (l'interview avait lieu le lundi 25, le jour de la dite grève), *« on n'est pas très chaud pour une extension du conflit pour l'instant »*, **dit-il...**

L'ARBED au cœur de la restructuration en Europe

Malgré les déclarations fracassantes de Séguy ou de Marchais, le gouvernement français ne vend pas « notre » sidérurgie aux trusts allemands.

Nous en faisons brièvement la preuve ici.

La sidérurgie allemande se divise en deux. D'un côté la sidérurgie sarroise contrôlée à 100 % par l'ARBED, trust belgo-luxembourgeois (Aciéries réunies de Burbach-Esch-Dudelange). De l'autre, la sidérurgie groupée dans la Ruhr et qui ne sera pas concernée par le regroupement belgo-luxembourgeo-sarro-français.

C'est l'ARBED qui se retrouvera au cœur de cette restructuration. L'ARBED est appelée à devenir le 4e monopole mondial avec une production de 18 à 20 millions de tonnes. Il agira en Belgique, en Sarre, au Luxembourg.

L'ARBED est bien plus fort que les monopoles allemands de la sidérurgie. Il est soutenu par le Société générale de Belgique, premier monopole financier de Belgique. Ce même monopole financier agit aussi dans Cockerill, second monopole sidérurgique belge. On retrouve aussi Empain-Schneider et Bolloré, noms qui n'ont rien d'allemand.

Mais la campagne antiallemande du PCF ne justifie-t-elle pas quelques mensonges ?

* Voir articles dans nos quotidiens Nos 936-937-938 où ce sujet est traité plus à fond.

La rentrée scolaire

Dossier

Ecole

Du mécontentement à la colère

Beullac a mis les petits plats dans les grands, il a jugé, jaugé, tranché enfin sur la méthode qui permettrait d'avoir des effectifs réduits dans les classes, il a recensé tous les dossiers qui permettaient de maintenir les maîtres-auxiliaires dans leur poste pendant l'année scolaire 1978/1979. Il veille personnellement à ce que toutes les normes de sécurité soient respectées. Il a même relancé son collègue, et néanmoins copain Soisson, ministre de la Jeunesse et des Sports pour qu'il travaille à un projet de relance du sport à l'école. Bref, ce travail terminé, il annonçait :

« La rentrée se fera dans le calme »

Or, quel fut son désapointement quand il découvrit qu'enseignants, parents et élèves « chahutaient » sa rentrée, occupaient les écoles, manifestaient leur colère.

Les parents et les enseignants se sont mis en colère dès la rentrée. Ils ont opposé un non massif et déterminé aux suppressions de classe.

Dans le Val d'Oise (région parisienne), ils ont occupé 50 écoles pour que 37 classes de maternelle et de primaire ouvrent. Rien qu'à Villiers-le-Bel, il n'y a que trois maîtres pour 140 élèves en cours préparatoire et en cours élémentaire.

Les parent occupent

A Argenteuil, tout se passait dans le calme, il y avait des classes, des élèves et des maîtres, mais le rectorat a voulu fermer une classe. Tout de suite les parents se sont mobilisés, ils ont demandé à l'institutrice, dont la classe fermait de rester et de continuer à assurer sa classe. Eux, ils occupent l'école, et l'inspection à tour de rôle, jusqu'au moment où cette classe ouvrira de nouveau.

A Brest, ce sont les mêmes motifs qui ont conduit les parents à occuper l'école, comme à Orsay et à Brièvres dans l'Essonne. Des parents et les syndicats d'enseignants ont placé d'office des instituteurs dans des classes sauvages pour forcer le rectorat à ouvrir des classes.

Lutte pour le droit au sport, à la musique et à des locaux décents

Mais les problèmes ne se limitent pas à la suppression de classe dans le primaire. Tous les secteurs sont touchés. Les classes dites d'adaptation qui permettaient aux élèves des CET d'entrer au lycée en enseignement long du technique n'existent plus.

Tout ce qui touche à l'épanouissement de l'élève, la musique, les travaux manuels, la gymnastique souffrent particulièrement de manque de postes.



Au lycée Jean-Jaurès de Montreuil, il manque tellement d'enseignants que des élèves n'ont qu'un seul professeur !

Au lycée Palissy à Agen, les parents ont soutenu totalement la grève des enseignants et ont fait une grève scolaire suivie à 100 % pour s'opposer aux suppressions de classe et au manque d'éducation physique.

Les professeurs ne sont pas nommés, les locaux ne sont pas construits, les effectifs sont surchargés : de 35 à 40 élèves dans les classes de la 4e à la terminale. Ce sont les enfants qui souffrent en premier lieu de cette rentrée scolaire scandaleuse à tous les niveaux, pédagogiquement et matériellement aussi.

➔

COLLES POUR BEULLAC

Comment entrer à quarante dans une classe qui comprend en tout et pour tout trente-cinq élèves ?

Comment suivre le cours du prof quand il n'y a pas de tableau ?

Comment se rendre dans une classe qui n'est qu'un projet dans les paperasses de l'inspecteur ?

Comment être attentif à un cours quand il ne fait que sept degrés dans le baraquement qui sert de CES ?

Où aller se soigner quand l'infirmerie est utilisée comme salle de cours ?

La cause de toutes ces « bavures » et de toutes ces insuffisances, c'est le manque d'argent et le plan Barre qui rogne toutes les dépenses improductives.

Plus les élèves sont nombreux dans une classe et moins il faut de professeurs, plus les élèves seront entassés dans les locaux et moins il faut en construire.

Enseigner n'importe quoi à n'importe qui

Les licenciements massifs de maitres-auxiliaires n'ont pas d'autre cause non plus que le manque d'argent et la volonté délibérée du ministère de se désintéresser de l'école.

La devise de Beullac est : « *Les enseignants doivent enseigner n'importe quoi à n'importe qui.* »

C'est ainsi qu'un professeur de dessin doit enseigner la musique. En effet, avec la réforme Haby, les matières artistiques sont mêlées : « un prof de dessin est apte à enseigner la musique ».

Avec le système de PEGC (*), des professeurs de maths se sont vu proposer un poste de travaux manuels.

* PEGC : professeur d'enseignement général des collèges, titulaires.

Ces aberrations ne sont pas nées du hasard. D'abord elles permettent de diminuer le nombre de professeurs, et elles dévalorisent les matières d'épanouissement. Un professeur de mathématiques ne peut pas enseigner les travaux manuels.

Quelle idée vont avoir les enfants du dessin, de la musique avec ce système-là !

Les matières à caractère professionnel sont l'objet aussi du mépris de l'Éducation nationale. Ainsi des élèves ont, en menuiserie, un professeur de français et en soudure, à l'arc, un professeur d'espagnol !

Les maitres-auxiliaires

Les maitres-auxiliaires (quand ils sont embauchés) bouchent les trous. Le recteur les envoie n'importe où. Peu importe si la spécialité du maitre-auxiliaire ne correspond pas à la matière enseignée. Combien de maitres-auxiliaires sont envoyés dans des classes de SES * par exemple ? Ces classes sont des classes de parking. L'Éducation nationale y regroupe les « anormaux », les « débiles », les « caractériels » et tout aussi bien des jeunes immigrés, décrétés débiles. Ils ne le sont pas, ils passent des tests d'intelligence en français, comme ils ignorent plus ou moins cette langue, ils n'y répondent pas et sont alors « débiles ».

A mauvaise classe, mauvais prof, alors qu'il faudrait des enseignants, très spécialisés dans ces classes. Les maitres-auxiliaires sont fréquemment employés à des suppléances, ils se balladent toute l'année, ils sillonnent une ville, un département, voire une région, pour effectuer ces remplacements.

Les fameuses heures de soutien et d'approfondissement d'Haby, une heure d'approfondissement suplémentaire pour répéter la leçon aux « cancres » et une heure pour épanouir l'intelligence des bons sont souvent données aux maitres-auxiliaires. Ils ne voient alors leurs élèves qu'une heure par semaine !

Les maitres-auxiliaires sont livrés pieds et points liés à l'Éducation nationale. Ils sont obligés d'accepter ce que le rectorat leur propose. Ces propositions peuvent être de deux heures de cours par semaine pendant toute l'année. Le salaire étant étroitement lié aux heures d'enseignement effectuées, on se rend compte immédiatement de la grasse paye qu'ils auront.

Et le comble, si les maitres-auxiliaires refusent un poste, par exemple de l'acabit de celui que l'on vient de voir, ils sont carrément rayés des listes de l'Éducation nationale.

Les autres, et bien, ils sont réduits au chômage.

Devant une telle situation, un mouvement de solidarité s'est créé. Enseignants titulaires, parents, élèves, luttent pour la réintégration des maitres-auxiliaires comme au CET Timbault à Aubervilliers et Condorcet à Montreuil. C'est avec jsutesse qu'ils s'opposent aux licenciements, les maitres-auxiliaires doivent être non seulement réintégrés, mais titularisés.

* Section d'éducation spécialisée.



Manifestation des maitres-auxiliaires pour la titularisation.

Rackett sur les livres.

Un exemple parmi tant d'autres du vol sur les livres scolaires : un manuel de mathématiques, en quatrième, édition Istra, a sorti une édition très compliquée, puis une seconde plus abordable, c'est cette dernière que demandent les professeurs. Or, quand les élèves vont acheter ce livre, ils se font refiler l'ancienne édition, comme elle a une présentation différente de la seconde, ils ne retrouvent pas les références, les exercices que donne le professeur. Ils ont donc dépenser 30 F pour rien.

Ironie des livres scolaires

Nous nous rapellons tous de ces sombres problèmes de mathématiques dans lesquels les baignoires débordaient et où il fallait calculer le débit d'eau. Depuis, les manuels scolaires ont progressé, les exemples collent à la réalité, à tel point que de nombreux exercices de pourcentage sont illustrés par les taux d'inflation. En janvier, il y avait 1,3 % de taux d'inflation, en février de 1,2 % ect, calculer le taux annuel de l'inflation !

La rentrée scolaire Dossier



En de nombreux endroits, le ramassage scolaire est mal assuré. Notre photo : manifestation pour avoir plus de cars.

Le projet de Soisson pour relancer le sport soulève un tollé de protestations. Il n'a proposé aucune création de poste pour le budget 1979. Il a retiré 800 postes à l'éducation sportive en Université et à l'enseignement spécialisé pour les transférer au secondaire.

Les heures d'ASSU passent de deux à trois heures ainsi, les professeurs travaillent une heure de plus sans être payés.

Il a imposé deux heures supplémentaires aux professeurs alors que 8 000 élèves diplômés sont réduits au chômage.

La carence de personnel va de pair avec la carence de matériel. Des élèves s'entrainent aux 100 mètres dans la rue. Quand prépareront-ils les 400 mètres haies au-desssus des parcs-mètres ?

Les professeurs d'éducation physique refusent ce plan Soisson. Ils mènent des luttes depuis le 21 septembre. Largement majoritaire, celle du 21 septembre était suivie à 99 %.

Les professeurs de gymnastique organisent grève sur grève et manifestations sur manifestations.

Comme pour les problèmes d'effectifs, des fermetures de classes, les enseignants, les parents d'élèves et les élèves se sont mobilisés pour soutenir les professeurs de gymnastique. Des enseignants organisent des collectes, des collégiens et des lycéens défilent avec leurs professeurs d'éducation physique.

Les choses ne se passent donc pas au mieux, comme le voudrait Beullac. Il doit affronter tout le monde, les enseignants, les parents et le personnel technique.

L'unité de tous contre le scandale de cette rentrée est un fait à souligner.

Certes, les parents d'élèves sont plus présents dans les luttes du primaire, mais ils connaissent mieux ce milieu, ils ont plus facilement des contacts avec les maitres en amenant ou en prenant leurs enfants à l'école.

Au CES, les filières plus compliquées ne facilitent pas la compréhension du collège, et puis il y a une dizaine de professeurs à connaitre. Néanmoins, les parents en lutte soutiennent les grèves et les mouvements des enseignants.

La volonté du pouvoir de rendre l'école hermétique et d'enfermer les professeurs et maitres dans leurs problèmes spécifiques commence à éclater.

La fermeture des classes, le manque de postes de musique, de gymnastique, ... la réintégration des maitres-auxiliaires sont les problèmes de tous.

Nathalie VILLOTIERS.

Soisson exclue les enfants de la cantine

Soisson s'illustre aussi bien comme ministre que comme maire. Il a déjà fait augmenter la cantine dans sa ville d'Auxerre, elle est passée de 5,20 F l'année dernière à 6 F, 8 F et 10 F selon les revenus des parents.

Il a décidé un certain nombre de mesures pour exclure les enfants de la cantine :

— Sont exclus de la cantine ceux qui sont inscrits dans une autre école que celle de leur quartier.

— Sont exclus tous les enfants de maternelle n'ayant pas un grand frère ou une grande sœur à l'école primaire !

Ainsi un enfant inscrit en maternelle et dont les parents travaillent ne peuvent pas donc faire le déjeuner est exclu de la cantine, parce qu'il n'a pas de grande sœur ou de grand frère en primaire. Que faire il est trop tard pour lui faire un grand frère !





De la signature du Programme commun le 26 juin 1972 à la rupture en septembre 1977 : l'échec d'une stratégie.

PCF CONTRE PS

Une campagne de circonstance

Il y a un an, c'était la rupture des négociations pour l'actualisation du Programme commun. Pour la direction du PCF, c'est avant tout la faute au PS. Il y a six mois, c'était l'échec de la gauche aux élections législatives. Pour la direction du PCF, c'est avant tout la faute au PS. Aujourd'hui, c'est l'effondrement des candidats PCF aux législatives partielles. Pour la direction du PCF, c'est avant tout la faute au PS. Argument passe-partout que cet éternel « c'est la faute au PS ». Ce PS qui « vire à droite »... Sans cesse ? Non. L'argument n'est ressorti que quand il intéresse les dirigeants du PCF, capables aussi de vanter Mitterrand et son Parti quand cela leur convient le mieux...

Il y eut un moment où la direction du PCF (les mêmes) faisait l'éloge publique inconditionnelle des dirigeants socialistes (les mêmes aussi) et se proposait de contribuer au développement du PS.

Tout va bien

« Evénement politique d'une portée considérable qui fera date dans l'histoire du mouvement ouvrier et démocratique » selon Marchais, le Programme commun est donc signé au sommet, le 26 juin 1972.

Le PCF a fait des concessions sur son propre programme pour en arriver là. Concessions sur le traité de Rome, l'intégration des forces françaises dans un système de sécurité collective européenne, contrôle partiel – et non total – de treize groupes industriels – et non 25 comme envisagé au départ... Pourtant tout va bien. Aucune critique publique n'est faite au PS, ni à Mitterrand.

Non seulement on fait silence sur la nature social-démocrate du PS, sur ses trahisons passées, mais aussi sur « les tours de vache » qu'il a joués au PCF en mai-juin 1968, refusant tout accord de gouvernement et en propulsant Mitterrand et Mendès-France sous les projecteurs.

Le PS, un parti bourgeois

Qu'est-ce que le PS ? Un Parti, qui depuis 1920, s'oppose aux vrais communistes, qui vota la non-intervention en Espagne et freina les grèves sous le Front populaire en 1936, prétendit qu'Hitler voulait la paix en 1938, organisa avec la droite et tout le gouvernement de l'époque l'intervention française à Suez et la guerre d'Algérie, fit à plusieurs reprises tirer sur les ouvriers en grève, par ministre de la Police interposé, préconise aujourd'hui pour sortir de la crise, ce que son leader, Jules Moch, préconisait déjà en 1929 et que Thorez, au nom du PCF, condamnait à l'époque comme bourgeoises : les nationalisations démocratiques.

Voilà pourquoi nous disons que le Parti socialiste d'Epinay est ce qu'était la SFIO avant : un parti bourgeois. Il n'est plus dès lors question de « s'amuser » à chercher quand le PS vire à droite ou tourne à gauche.

Le 11 octobre 1972, une réunion des 90 fédérations départementales du PCF va même jusqu'à exprimer son souci de ne pas *« écraser »* le PS et de ne pas réduire *« ses possibilités d'épanouissement »*. La réunion souhaite préparer *« les conditions d'un développement de l'autorité des partis signataires du Programme commun »*, y compris du PS.

C'est le grand amour... en public. En privé, Marchais tient devant le Comité central un rapport de méfiance face au PS, mais cela on ne le saura que six ans plus tard. Pour l'instant, il faut cacher cela à l'opinion et aux militants de base et clamer que tout va bien.

Tout va mal

Pour *« l'épanouissement »* du PS, il y aura bien *« épanouissement »* du PS, mais pas du PCF. Le ton va changer, dès février 1973. Mitterrand réunit 8 000 personnes dans un meeting à Nantes le 1er février. Il n'avait pas fait un tel chiffre depuis longtemps. Et comme on prépare des élections législatives, les dirigeants du PCF s'inquiètent.

Ils commencent à rappeler le PS à l'ordre. On parle de *« virage à droite »* (déjà). Selon une tactique que l'on retrouvera par la suite, comme un même scénario, le Comité central du PCF dans *l'Humanité* s'en prend aux radicaux de gauche pour critiquer le PS. Cette fois-ci, c'est le radical Maurice Faure qui en fait les frais. En septembre 1977, ce sera Fabre. Mitterrand affirme sans discontinuer sa fidélité au Programme commun, en réponse à toute critique du PCF.

Les élections législatives de 1973 confirment déjà que le Programme commun profitera plus au PS qu'au PCF. Devant le Comité central réuni les 28 et 29 mars, Marchais met en garde officiellement contre les tentations du PS, accusé de se laisser régulièrement *« glisser à droite »*.

Puis, au début avril de la même année, la direction du PCF, là aussi selon une tactique qui fera recette par la suite dans les colonnes de *l'Humanité*, *appelle ses*
appelle ses militants à être les meilleurs dans la lutte, ce que refera le rapport Poperen après les élections de mars 1978.

Au mois de mai 1973, rien ne va plus, puisque la direction du PCF attaque publiquement le PS sur sa gestion municipale, sur l'Europe et les liens du PS avec la social-démocratie européenne. Là aussi, le même scénario sera joué par la suite.

La stratégie de l'échec

Beaucoup d'hypothèses ont été avancées pour expliquer pourquoi un jour le PCF fait l'éloge du PS et pourquoi le lendemain il l'accuse de tous les maux.

Certains voient dans toute attaque du PCF sur le PS, la main de Moscou qui rappellerait le Comité central à l'ordre. C'est cette explication qui fut par exemple reprise dans une circulaire interne du PS, signée de Mauroy, Poperen et Delfau, envoyée aux militants la nuit même de la rupture de la gauche, il y a un an et que nous avons publiée dans notre quotidien *L'Humanité rouge*.

Il y a certainement quelque chose de vrai derrière cette explication. Mais ce qui est sûr c'est que le PCF s'est enfermé dans une contradiction insurmontable pour lui, en basant toute sa politique sur l'union de la gauche et le triomphe de la gauche aux élections.

D'une part, cela a servi et sert encore le PS plus que le PCF et cela ne permet pas aux dirigeants du PCF d'imposer leur propre programme lors des négociations au sommet de la gauche.

D'autre part, le PCF est obligé de *« faire avec »* le PS, même au plus mauvais moment de l'unité. Aujourd'hui encore dans toutes les élections législatives partielles de cette rentrée, il doit appeler au désistement pour le PS, contribuer ainsi à faire élire des députés socialistes, alors que lui-même, le PCF, regresse et dénonce férocement tout ce que peut dire ou faire le parti de Mitterrand.

Au fond, c'est cela la vraie *« stratégie de l'échec »* dont on parle parfois : s'enferrer dans une ligne politique qui base tout sur l'électoralisme et condamne à des alliances électorales obligatoires mais que l'on ne contrôle plus. Cela s'appelle l'impasse...

Ecrit d'avance

Ce qui s'est passé dans les années 1972 et 1973 est intéressant dans la mesure où il montre que la direction du PCF – dès cette époque – savait vanter ou critiquer le PS selon les besoins du moment, qu'il s'agira s'un scénario toujours recommencé.

Regardons rapidement ce qui se passera, plus près de nous, en 1977, lors de la rupture des négociations pour la réactualisation du Programme commun. quinze négociateurs des trois partis de gauche se réunissent en juin et juillet et arrivent à un accord sur le projet de réactualisation, qui doit être signé à la rentrée par les délégations au sommet, Marchais-Mitterrand-Fabre.

Or, en août, Marchais met les pieds dans le plat et rejette l'accord conclu à huis-clos peu avant. *L'Humanité* du mardi 9 août titre : *« Un article de Georges Marchais : Réflexions »*. Ces réflexions portent sur la défense nationale et sur les nationalisations. Marchais se dit en désaccord avec le PS sur cette question. Il rejette de fait les conclusions de l'accord des quinze négociateurs.

La polémique devient publique. Le PS est accusé de *« virage à droite »* (comme en 1973) et c'est le radical de gauche Fabre qui est victime de la plus grosse artillerie du PCF (comme Faure en 1973). On lui reproche d'être complice de Mitterrand et tout attaque de Fabre vise, au-delà de lui, le PS.

Ce *« virage à droite »* sera l'argument de choix pour justifier l'échec des négociations pour la réactualisation en septembre 1977 et l'échec de la gauche aux législatives en mars 1978. Mais entre deux, pendant une semaine, le PS ne virera plus à droite. Rappelez-vous, c'était le 13 mars : la ligne du PS restait la même, mais une fois de plus on voyait Marchais, Mitterrand et Fabre s'embrasser sous les flashes, l'union devait vivre jusqu'au deuxième tour des législatives, puisque tel était le bon vouloir de Marchais et Fiterman...

Scénario sans doute écrit d'avance qui, de toute façon, n'étonne personne. Comme était programmée la campagne pour le PS en 1972, contre le PS en 1973 et (revirement !) pour Mitterrand candidat unique de la gauche aux présidentielle de 1974.

Cela ne sent-il pas un peu drôle ? N'avez-vous pas l'impression qu'on se moque des gens ?

Philippe LECLERC

EUROPE

Une monnaie contre le dollar

Le 18 septembre s'est tenue une réunion regroupant les ministres des finances de l'Europe des Neuf. Poursuivre la coopération monétaire réamorcée depuis avril-juillet de cette année et approfondir le projet de la création d'une zone de stabilité monétaire en Europe, tel fut l'objectif de cette réunion.

En fait, ce projet de zone de stabilité monétaire contribue à faire avancer la construction de l'unité économiquet et monétaire de l'Europe et vient s'opposer à la suprématie du dollar. Les USA l'ont bien senti lorsqu'ils menacent de frapper de montants compensatoires (sortes de taxes) les produits importés par les Neuf ayant bénéficié de subventions. Ce qui revient à affecter la plus grande partie des exportations agricoles et industrielles de la Communauté européenne vers les USA. De telles missions commerciales des USA à l'égard de l'Europe ne datent pas d'aujourd'hui : elles se situent dans le cadre d'une exacerbation des contradictions qui va en s'accroissant avec l'approfondissement de la crise, entre monopoles européens et US.

Un peu d'histoire

Sortis enrichis de la Deuxième Guerre mondiale et trouvant des proies faciles dans les pays européens aux richesses épuisées et aux populations appauvries, les USA pénètrèrent sur les marchés mondiaux et devinrent le plus gros exploiteur international du monde.

Cette domination se traduisit :
– Sur le plan monétaire par l'institution du dollar comme monnaie internationale et la dépendance des monnaies de tous les pays capitalistes à l'égard de la monnaie US en les définissant par rapport à elle. Privilège de superpuissance lui permettant de payer tous les achats à l'étranger avec sa propre monnaie. Tandis que les autres pays capitalistes doivent posséder les dollars nécessaires pour régler leurs importations, les USA n'ont ainsi aucun problème de financement : il leur suffit de faire tourner la planche à billets.

– Sur le plan économique, le plan Marshall définissait sa politique de crédits en fonction des exportations US, autrement dit, en fonction des profits des monopoles US. Ainsi, il dirigeait les pays d'Europe, en échange des crédits reçus, à mettre à la disposition des USA des quantités minimales de produits fabriqués. Bref, tout était prévu pour que l'Europe passe ses exportations exclusivement en direction des monopoles US, pour leur plus grand profit. Aujourd'hui, la vapeur est renversée.

La vapeur renversée

Les trusts américains ne se trouvent plus seuls sur le marché mondial. Ils rencontrent sur leur chemin des trusts des pays européens et japonais, sans parler de la lutte des peuples du tiers monde pour un plus juste prix de leurs matières premières. D'un côté, on assiste à une baisse de compétitivité des USA. Cela se reflète, sur le plan monétaire, par une baisse du dollar qui est venue inonder le monde: De l'autre, on assiste à un développement des exportations des monopoles européens en direction des USA et, fait nouveau, l'achat par ces monopoles de filiales US en Europe. Les USA en sont maintenant à créer un office de commerce extérieur pour se protéger des importations et favoriser les exportations de leurs firmes (création de toutes sortes de normes, antipollution par exemple, etc.) Qu'est-ce donc qui a changé ?

Ce qui a changé

Le redressement économique des pays européens a amené peu à peu à émousser la position économique dominante des USA, même si celle-ci reste, certes, bien établie. Face à une telle situation, on comprend bien que les USA auraient préféré une Europe fragmentée plutôt qu'une Europe tendant à s'entendre, venant les concurrencer avec un poids renforcé sur le marché mondial. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard s'ils refusèrent pendant longtemps de négocier avec les représentants de la Communauté européenne (CEE) et n'acceptèrent que des négociations bilatérales, État par État.

Un vaste marché européen face au marché US

Les traités du Marché commun, en éliminant les droits de douane et contingentements (barrières douanières) contribuèrent bel et bien à créer un vaste marché européen aux possibilités de développement et compétitivité comparables au marché US et, par là même, venant le concurrencer. Ainsi, de 1960 (début de la constuction du Marché commun) à 1968, les exportations US vers la CEE ont crû de 67 % alors, que, dans le même temps, les exportations de la CEE vers les USA se sont élevées de 157 % (*). Prenons le cas de la politique agricole européenne. Très vite, les accords préférentiels entre associés d'Europe eurent pour effet d'handicaper les produits agricoles US sur le marché européen. Ce que l'on appelle en 1962 « *la guerre des poulets* » atteste bien de la rivalité entre les trusts agro-alimentaires US-européens.

A peine la commission de la CEE avait-elle décidé une taxe supplémentaire à l'importation que les USA ripostèrent par une hausse des tarifs sur les exportations européennes. De même, en 1972, à la suite de vagues de spéculation, le gouvernement US décida de limiter l'exportation de soja. On sait que l'élevage européen dépend des achats de tourteaux de soja aux USA. Moyen incontestable aussi de pression américaine à l'époque où les Neuf commençaient à s'opposer au dollar en réclamant la mise sur pied d'un système monétaire à l'abri des déséquilibres créés par le dollar.

Aujourd'hui, vu l'approfondissement de la crise, les monopoles européens, sur la base de leurs intérêts propres de profit maximum, sont conduits à s'unir à l'échelle européenne pour avoir une compétitivité accrue et élargir leur marché.

Concurrence accrue avec les USA

Dans les secteurs de pointe, en particulier où les investissements se font à très grande échelle, les trusts – pour les amortir – ont besoin d'un marché très développé. Prenons le cas de la branche automobile. La saturation progressive des grands marchés engendre une concurrence sévère, opposant les trusts européens US et japonais, et seuls les plus gros pourront emporter le morceau. Ainsi, Peugeot, qui s'est fixé une vente de deux millions de voitures pour s'imposer davantage, vient de racheter, à cet effet, les filiales européennes de Chrysler, après avoir absorbé Citroën en 1973. Renault vient de s'associer avec American Motor Corporation qui distribuera ses R5 aux USA. Il prévoit de sortir en 1980 la R 18 sur des chaînes de Détroit (USA).

Voilà bien une situation témoignant de la rivalité accrue entre monopoles US et européens. Et, dans cette rivalité, les trusts européens sont à l'offensive, s'associant ou absorbant des entreprises moyennes américaines. Ou encore, ils essaient de s'entendre à l'échelle européenne. Ainsi, sont organisées des ententes de cartel pour prix minima contrôlés directement par la Commission européenne de l'industrie (ententes sur des prix ci-dessous desquels les importateurs sont pénalisés).

L'achat récent par des compagnies américaines de l'Airbus voit consacrer les succès de la collaboration européenne en matière aéronautique, au détriment de Boeing.

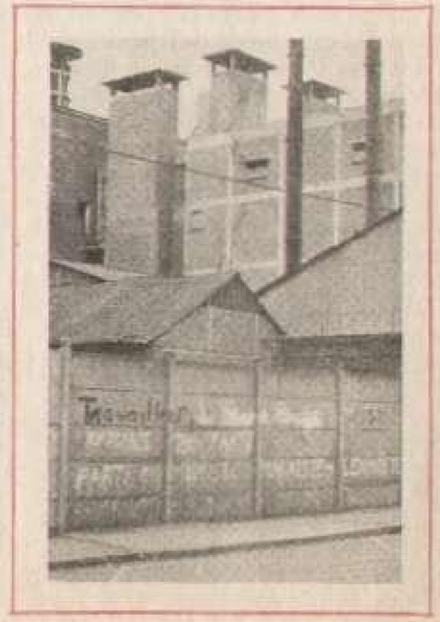
Certes, il s'agit bien d'une entente capitaliste européenne fondée sur la recherche du profit maximum ; ce redéploiement se faisant avec son cortège de licenciements et l'appauvrissement des travailleurs, comme toute restructuration inhérente au capitalisme monopoliste de par sa loi inéluctable de la concentration. Mais, il n'empêche que cette entente européenne, qui va en se renforçant avec l'approfondissement de la crise, s'inscrit objectivement dans le cadre d'une opposition économique à la domination des USA.

Aujourd'hui, un nouveau pas dans cette tendance à l'entente vient d'être franchi par la question de l'unité monétaire de nouveau à l'ordre du jour. Le projet, conçu dans son principe en juillet, consiste à créer une zone de stabilité monétaire en Europe. L'objectif : écarter le dollar des échanges européens qui représentent plus de 40 % du marché mondial.

A cet effet, il s'agit de créer un ensemble de monnaies européennes, liées entre elles par des parités fixes. Lorsqu'on sait que le dollar, au travers duquel toutes les autres monnaies sont liées, gouverne tous les échanges commerciaux, on voit que, de fait, le projet de création d'une monnaie européenne ne peut que s'opposer à la suprématie du dollar. Le projet s'inscrit là-encore dans l'opposition des pays d'Europe à la domination économique des USA.

Catherine LEMAIRE

* De même, on assiste à l'implantation d'investissements européens aux USA.



Balkans

Intrigue autour de la Macédoine

Les Balkans – région stratégique de première importance – ont toujours été l'enjeu de rivalités impérialistes acharnées, et c'est de là que vient l'expression, la « poudrière des Balkans ». Face aux peuples qui luttaient pour conquérir leur indépendance, les impérialistes ont toujours essayé de jouer sur le problème des nationalités et de monter une nationalité contre une autre.

Actuellement, on assiste à des préparatifs de l'URSS pour s'assurer une hégémonie totale dans la région, préparatifs dirigés principalement contre l'un des obstacles à cet hégémonisme : l'existence d'une Yougoslovie fédérative, regroupant plusieurs nationalités, et indépendante.

L'URSS veut destabiliser la Yougoslavie

En prévision de la succession du maréchal Tito, le social-impérialisme soviétique s'efforce d'appuyer sur deux leviers pour destabiliser la Yougoslavie. D'abord, sur les agents dits *« kominformistes »* qu'il infiltre et entretient dans le pays, et dont un réseau a été démasqué l'an dernier.

Le second levier est la question des nationalités, et notamment la question macédonnienne.

Le peuple macédonien est réparti sur trois pays : en Yougoslavie, où il dispose d'une République autonome, en Bulgarie et en Grèce.

Or, actuellement, les dirigeants bulgares nient l'existence d'une nation macédonienne et prétendent que tous les Macédoniens sont des Bulgares. Un recensement truqué, effectué recemment en Bulgarie n'a mentionné l'existence d'aucune population macédonienne, alors qu'au lendemain de la guerre, ils étaient 200 000 en Bulgarie et possédaient leurs écoles et leurs institutions.

Si tous les macédoniens sont des Bulgares, cela veut dire que la Macédoine devrait être rattachée à la Bulgarie ! Le dirigeant yougoslave Grlickov a analysé ainsi cette optique : *« Les tentatives pour conférer un caractère éthnique bulgare à la nation macédonienne ne peuvent être interprétées autrement que comme un prétexte pour des revendications territoriales bulgares envers la Yougoslavie. »*

Mais il y a plus encore. En février dernier, on a célébré en grande pompe à Sofia le 100e anniversaire du traité – d'ailleurs éphémère – de San Stéfano, qui avait créé une *« grande Bulgarie »* (Macédoine incluse) en réalité sous protectorat russe. Et à cette occasion, la revue soviétique *Komunist* a présenté la Russie des tsars comme le grand libérateur des Balkans, et elle a souligné la *« signification actuelle »* de ces événements.

Que veut dire tout cela ?

Comme l'Allemagne nazie

Les dirigeants bulgares, Jivkov et compagnie, se réclament maintenant du chauvinisme *« grand bulgare »*. Mais ce chauvinisme n'est qu'un instrument dans les mains du Kremlin pour attiser le feu dans les Balkans et principalement contre la Yougoslavie, Jivkov ne joue ici, comme sur tous les plans d'ailleurs, que le rôle d'un laquais de Brejnev.

Ce n'est pas la première fois que le chauvinisme *« grand bulgare »* est utilisé par une puissance impérialiste En 1878, les tsars s'en étaient déjà servis. Et en 1941, l'Allemagne nazie fit de même : elle créa une *« grande Bulgarie fasciste »* dans le but de dépecer la Yougoslavie et de mieux venir à bout de la résistance.

Brejnev n'est ainsi que le continuateur des tsars et de Hitler.

Jean SCHUBERT

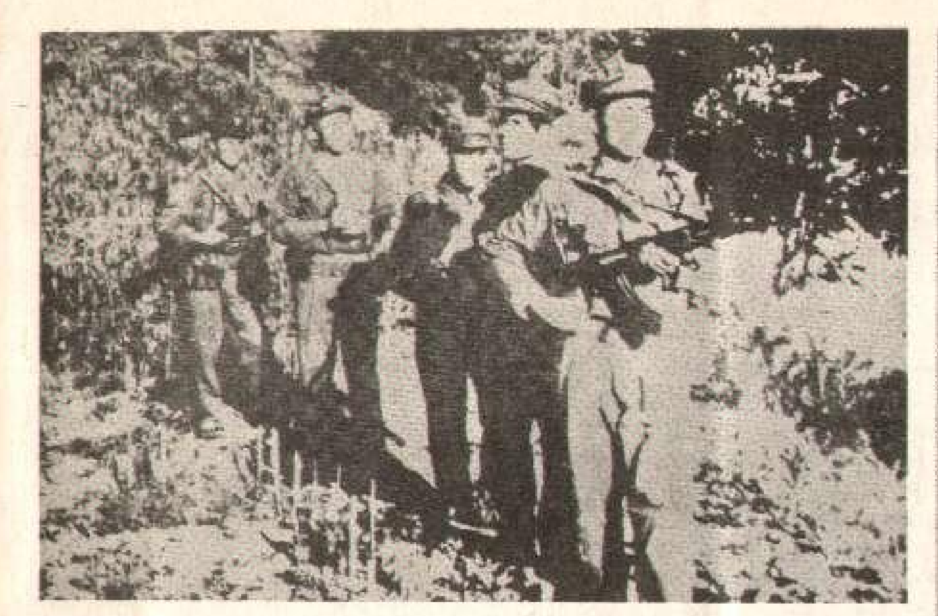
Ce que disait Dimitrov sur le chauvinisme bulgare

« Sous la destruction impitoyable du chauvinisme bulgare, l'édification d'une nouvelle Bulgarie n'est pas possible. »

« Pas de division de la Macédoine, pas de lutte pour la dominer et soumettre les Macédoniens, dont la plus grande partie a déjà acquis la liberté et l'égalité nationales dans le cadre de la République fédérative de Yougoslavie. » (1946)



La région hachurée représente la Macédoine.



Un maquis communiste.

Thailande

Des maquis à la lisière des villes

La libération de plusieurs dirigeants étudiants, la cessation de l'aide du Vietnam aux maquis et certains textes russes qui circulent à Bangkok, voilà quelques faits nouveaux en Thailande.

Ceux qu'on appelait les *« Dix-huit de Thammasat »* ont été libérés après deux années de prison.

Arrêtés le jour du coup d'État fasciste du 6 octobre 1976 qui vit le massacre de 600 étudiants et travailleurs à l'université de Thammasat, ils représentent la frange importante des intellectuels patriotes et démocrates qui luttent dans les villes contre le régime.

De façon complémentaire mais plus organisée et radicale se développe aussi la lutte armée dans les campagnes.

Comme l'indique le Parti communiste de Thaïlande (PCT) qui dirige cette lutte depuis 13 ans : *« La guerre populaire n'a cessé de s'étendre, gagnant plus de la moitié des provinces de Thaïlande. Les zones de guérilla, les bases révolutionnaires et les zones qui constituent le nouvel État du peuple ont été étendues et consolidées. Dans cette lutte acharnée, les deux tendances : la lutte armée dans les campagnes et le mouvement des forces patriotiques et démocratiques dans la zone sous l'administration des réactionnaires ou à l'étranger se sont fondues, renforçant le front démocratique national. »*

Du jour au lendemain, après le coup d'État du 6 octobre 1976, des milliers de jeunes ont fui les villes pour échapper à la répression et gagner le maquis. En septembre 1977, un comité de coordination des Forces patriotiques et démocratiques, véritable front uni, a été créé à l'initiative du Parti communiste de Thaïlande. Une jeune femme (voir son témoignage dans HR quotidien No 936) a pu dire *« Maintenant que nous sommes dans le maquis, nous nous apercevons qu'il s'étend à la lisière même de la ville et que la communication entre les divers maquis et la ville est étonnamment rapide »*. Puis, parlant du PCT, *« Il est surprenant que ce parti, qui a toujours travaillé dans la jungle et n'a jamais pu ouvrir un siège dans la ville recueille la confiance de tant de gens d'origines différentes. »*

Claude LIRIA

L'URSS et le Vietnam contre les guérilléros

Selon les journaux de la région, l'Union soviétique diffuse, en ce moment, à Bangkok, capitale de la Thaïlande, une série de textes officiels. Sans crainte du paradoxe, certains de ces textes accusent la Chine d'être *« réactionnaire »* et une *« alliée de l'impérialisme »* pour la discréditer auprès des mouvements de libération de la région. D'autres textes, au contraire, la présentent comme un *« centre de subversion »* en Asie du Sud-est pour effrayer les gouvernements et les éloigner de la Chine.

Le Vietnam, lui, après avoir expulsé 160 000 ressortissants chinois, parle abondamment des dangers qu'ils font courir partout où ils sont. Or, on sait que les ressortissants chinois sont particulièrement nombreux en Asie du Sud-est. La manœuvre est évidente : essayer de troubler les relations d'État à État entre la Chine et ces pays. Dans la même optique et pour obtenir à bon compte les faveurs des gouvernements d'Asie du Sud-est, le premier ministre du Vietnam, Pham Van Dong a effectué une tournée dans ces pays, tenant des propos très très bizarres. C'est ainsi qu'il a déclaré que le parti vietnamien ne soutiendrait plus les guérilleros thaïlandais et philippins.

Répandant les injures les plus farfelues, quitte à se contredire, Moscou donne le ton de la campagne anti-chinoise et crache sur les guérilleros qu'il appelle des *« rebelles anti-gouvernementaux »*. Cela n'étonnera personne.

Mais, que le Vietnam vers qui tant de progressistes ont eu les yeux tournés, qui a connu plus que tout autre le prix de la solidarité, en arrive à laisser tomber les guérilleros de Thaïlande et des Philippines, voilà qui ouvrira les yeux de tous ceux qui lui gardaient encore leur confiance.

Camp David 3 SEMAINES APRES

L'accord signé mi-septembre à Camp David entre Carter, Begin et Sadate, reste depuis lors un des grands pôles d'attraction de la situation internationale. Les réactions diverses qu'a soulevées cet accord ont montré d'une part que le problème n'était en rien réglé quand au fond mais aussi que le Moyen-Orient était toujours un des champs clos privilégiés de la rivalité planétaire des superpuissances.

Les premières répercussions de Camp David peuvent être dégagées alors que l'accord vient d'être ratifié devant la Knesset, le Parlement israélien.

Les répercussions qui sont apparues les plus immédiates sont celles à l'intérieur des trois pays signataires.

Des répercussions intérieures

Dans les trois cas, les retombées de Camp David semblent assez importantes. Vedette des accords au terme d'une campagne savamment orchestrées, Carter a plus que doublé sa cote de popularité aux Etat-Unis. Partant avec 26 % du score le plus bas que n'avait jamais atteint un président américain il est monté à 56 %, un bon score pour les USA. Le président Sadate, pour sa part, semble avoir fait l'unité de tout son pays derrière lui, tant au niveau du peuple que de l'armée. Il est vrai que le peuple égyptien est las d'un état de guerre perpétuel qui ruine l'économie du pays, laquelle ne tient plus que grâce à des subsides importants de l'Arabie Saoudite. Bégin, par contre, et ce en dépit du vote au positif de la Knesset, sort plutôt affaibli de cette affaire. Son opposition, et la gauche en tête, lui reproche d'avoir fait trop de concessions, surtout sur le problème des implantations de colonies.

Effectivement, à l'étude des accords, il est indiscutable que Begin a fait d'importantes concessions. Sur les colonies de peuplement, c'est-à-dire sur le vol pur et simple des terres arabes occupées par la force, afin d'y installé de nouveaux colons, c'est la première fois que l'État sioniste s'engage, dans un accord, à suspendre les implantations, et même, pour le Sinaï, à faire machine arrière. Ce point est ressenti par beaucoup de sionistes comme la fin du rêve du « grand Israël ». C'est en effet cette colonisation qui a été, depuis trente ans, la base concrète de la création et de chaque extension de l'État sioniste au détriment des territoires arabes.

Sur les territoires occupés également Begin a été amené à faire des concessions. Quoiqu'on ne puisse pas savoir encore aujourd'hui ce que donneront les fameux projets d'autodétermination à Gaza et en Cisjordanie, les retraits des Israéliens du Sinaï et la reconnaissance de la souveraineté égyptienne sur toute terre allant jusqu'à la frontière palestinienne de l'ancien partage de l'ONU est objectivement un échec à la politique expensionniste d'Israël.

Des manœuvres intenses

Une intense activité diplomatique s'est déroulée dans la région depuis la signature des accords. Pour le comprendre, il faut d'abord bien voir ce que représentait Camp David dans la stratégie des grandes puissances dans la région. Depuis des années, Russes et Américains s'étaient mis d'accord pour tenter de résoudre le problème du Moyen-Orient sur le dos du peuple palestinien. Il ne faut pas oublier que la résolution 242 du conseil de sécurité des Nations-Unies, qui sert aujourd'hui à tous ceux qui veulent écarter l'OLP de la participation à un règlement de leur propre problème, est le fruit de la collaboration américano-soviétique. Il ne faut pas oublier qu'en 1973, alors que l'OLP avait fait depuis longtemps la preuve qu'elle représentait les intérêts du peuple palestinien, ni les Russes ni les Américains ne voulaient alors la reconnaître. C'est le sens de leur projet de Conférence de Genève. Il s'agit là pour les superpuissances de réunir tous les protagonistes de la région, à l'exception des Palestiniens.

La Conférence de Genève était une tentative, pour les deux superpuissances, de régler le problème en commun, au mieux de leurs intérêts. Ces intérêts d'impérialistes, cependant, sont contradictoires et l'aspect rivalité l'a finalement emporté sur l'aspect de collusion. Dans la course pour développer leur zone d'influence, la superpuissance américaine a voulu faire cavalier seul. Elle disposait pour cela d'un atout majeur, les moyens de pression dont elle dispose en Israël étaient suffisamment forts pour l'amener à une table de négociations sur ses propres bases. L'Égypte, d'autre part, se trouvait, du fait de la guerre, dans une situation économique véritablement catastrophique, ne survivant que grâce à l'Arabie Saoudite. Il lui fallait d'urgence établir une situation de paix et récupérer l'exploitation des gisements de pétrole du Sinaï.

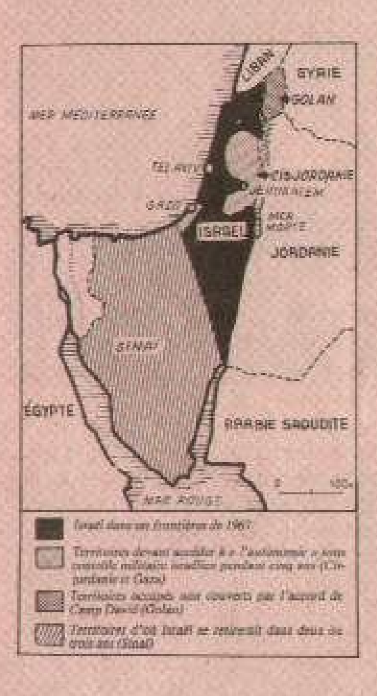
C'est dans cette optique qu'elle a entamé le processus de discussion entre le Caire et Tel Aviv en décem-



Les accords

L'accord de Camp David regoupe en réalité deux accords : un accord dit *« cadre pour la paix au Proche-Orient »* et un second dit *« cadre pour la conclusion d'un traité de paix entre l'Égypte et Israël »*.

Ce second accord, qui règle une situation que les sionnistes avaient imposée par la force lors de leur agression de 1967, en Egypte. Israël prévoit un retrait des sionistes de tout le territoire égyptien sur une période de trois années. Il est indiscutable que c'est un droit de l'Égypte de négocier un tel retrait. Cependant, il est négatif que l'établissement de relations diplomatiques qui l'accompagne rompe l'unité du monde arabe face à l'État sioniste.



Pour ce qui est de l'autre accord, il s'agit d'un plan sur l'avenir des territoires occupés lors de la Guerre des six jours en 1967. Principalement la Cisjordanie et la bande de Gaza. Selon ce plan, ces territoires devraient acquérir rapidement un statut d'autonomie interne, mais sous contrôle de l'armée israélienne pendant cinq années. Passé ce délai, un statut définitif serait donné à ces régions à la suite de discussions entre Israël, l'Égypte, la Jordanie (si elle accepte) et des *« représentants des Palestiniens de la région »*. Cet accord soulève plusieurs remarques préliminaires : tout d'abord, le statut d'autonomie qui est annoncé est quelque chose de très flou, le maintien de la présence militaire israélienne en illustre d'ailleurs la véritable nature. Deuxièmement, rien n'assure que le résultat des discussions qui devront se tenir dans cinq ans ne sera pas purement et simplement le maintien de la domination sioniste. Dans ce cas, ce répit de cinq années n'aurait fait que renforcer sa position. Begin a d'ailleurs nettement dit qu'il n'était pas question pour lui de voir naitre un Etat palestinien à ses frontières. Troisièmement, il est question, dans l'accord, de « représentants palestiniens ». Or, il est bien connu que les sionistes se refusent catégoriquement a reconnaitre l'OLP comme représentant du peuple palestinien. Quels seraient donc alors ces fameux représentants ? Une autre question sans réponse. De toute façon, là n'est pas la question fondamentale. Celle-ci est que la Cisjordanie, tout comme Gaza, ne sont ni israélien, ni égyptien, ni américain, mais palestinien. A ce titre, il est clair que personne d'autre que le peuple palestinien lui-même n'est habilité à déterminer le sort de ces régions. C'est pourquoi cet accord ne peut qu'être rejeté comme ne prenant pas en compte et même niant les intérêts légitimes du peuple palestinien. Il est clair qu'il n'y aura jamais de solution au problème des territoires occupés et encore moins au problème global du proche-Orient qui ne passe par l'OLP, le seul représentant du peuple palestinien.

bre 1977 avec le voyage de Sadate à Jérusalem. La conférence de Camp David se trouve en pleine continuité de ce voyage.

Prise de vitesse par ce changement de la politique américaine, la superpuissance russe s'est trouvée quelque peu prise de court, se bornant à demander la réunion d'une conférence à Genève alors que le problème était déjà dépassé.

Le front de la fermeté

Dans le même temps, un certain nombre de pays arabes se trouvèrent confrontés à cette situation nouvelle : la rupture de l'unité arabe face à Israël. C'est en réaction à cette situation que se réunit la première conférence des pays du « Front du refus ». La Syrie, la Lybie, l'Algérie et le Yemen-sud se retrouvèrent pour élaborer une stratégie commune. Cette première réunion ne donna toutefois pas de résultats concrets et le « front » n'intervint pas lors de l'agression israélienne de mars contre les Palestiniens au Sud-Liban.

Assez rapidement, cependant, la diplomatie soviétique allait s'employer à redresser la situation en sa faveur. En voulant briser le monde arabe, Carter avait pris le risque de rejeter toute l'autre partie dans les bras de Moscou. C'est, dans une certaine mesure, ce qui se produit. Sans le moins du monde qu'on puisse pour autant les qualifier de « pion de Moscou », il est évident que les dernières déclarations des pays du « Front de la fermeté » qui s'est tenu au lendemain de Camp David, sont de nature à permettre un renforcement de la présence soviétique dans la région. Présence qui serait dangereuse pour tous les peuples et au premier lieu pour le peuple palestinien. Malgré ses beaux discours actuels, on a vu le véritable cas que Moscou faisait du peuple palestinien.

Dans le communiqué final de la dernière réunion du « Front de la fermeté » on pouvait en effet lire que ces pays comptaient sur Moscou pour *« le rétablissement de l'équilibre politico-militaire dans la région ainsi que la consolidation et l'affermissement des liens entre l'Union soviétique et le pays membres du front ».*



Ce n'est ni Camp David, ni «l'aide» de Moscou qui rendront sa terre au peuple palestinien; c'est sa lutte fondée sur les principes de la guerre populaire

Sur ses propres forces

Ainsi, plus que jamais aujourd'hui, les manœuvres des superpuissances se manifestent dans la région et aucun peuple n'a rien a y gagner.

Le problème général du Moyen-Orient ne pourra jamais être réglé tant que subsistera le problème palestinien, tant que le peuple palestinien ne se sera pas vu reconnaitre le droit à revenir sur sa terre, dans une Palestine libre, laïque et démocratique. De même, aucune solution, même partielle, ne peut-être sérieusement envisageable si on ne prend pas en compte l'existence du peuple palestinien et de son organisation, l'Organisation de libération de la Palestine. Ce n'est ni Camp David, ni « l'aide » de Moscou qui rendront sa terre au peuple palestinien, c'est sa lutte armée fondée sur les principes de la guerre populaire, en comptant sur ses propres forces et avec le soutien de tous ces véritables amis.

Serge FOREST

Nicaragua

Un repli, pas une défaite



La garde nationale est passée !

Après avoir repris les villes de Léon, Masaya, Chinandega et Esteli des mains du Front sandiniste de libération nationale (FSLN), le gouvernement de Somoza se livre à des massacres sur la population civile du Nicaragua, particulièrement les jeunes. Ce n'est pas là le signe d'une grande force, mais tout le contraire. Somoza se sait isolé, haï par toute la population, il sait qu'elle reste prête à se soulever à nouveau, il voudrait l'exterminer toute.

5 000 à 6 000 morts, 8 000 blessés, tel est le bilan approximatif des massacres ordonnés par Somoza.

« Tuez-les tous, achevez les communistes

En fait, le chiffre exact ne sera certainement jamais connu. L'aviation gouvernementale a mitraillé et bombardé au hasard les villes, la Garde nationale a ensuite assassiné sans autre forme de procès les jeunes de 14 à 26 ans dans les quartiers populaires. La population a enterré ses morts en cachette par peur des représailles, la Croix rouge a brûlé des cadavres pour prévenir les épidémies, la Garde nationale en a mis d'autres dans des fosses communes.

Un journaliste a pu capter durant les opérations de *« nettoyage »* les ordres donnés par la Garde nationale. Ils se résument en un seul : *« Tuez-les tous, achevez les communistes ».*

Un tigre blessé à mort

Somoza agit en fait comme un tigre blessé à mort qui lance ses coups de pattes au hasard. Au hasard, parce que convaincu, à juste titre, que toute la population s'est dressée contre lui et parce qu' incapable de mettre la main sur les combattants du FSLN.

Avec la complicité active de la population, le Front a en effet conservé l'essentiel de ses forces militaires en se repliant. Ainsi à Leon, lorsque l'aviation gouvernementale devant l'échec de la Garde nationale, est intervenue pour reprendre la ville, les habitants ont creusé des tunnels à travers les maisons pour permettre aux sandinistes d'échapper aux mitraillages dans leurs repli vers les montagnes environnantes. Ailleurs, les guérilleros se sont fondus dans la population sans que nul ne les trahisse.

Le FSNL garde donc l'essentiel de ses forces. Somoza se venge en s'en prenant à la population mais il ne fait qu'accroitre la haine de celle-ci.

Le colonel Angel Roman, qui a commandé les opérations de Leon luimême a avoué : *« Ces opérations n'ont pas résolu le problème, le gouvernement de Somoza aura à faire une guerre longue et prolongée ».*

Une étape dans une guerre prolongée

« Notre structure militaire et politique reste entière, elle a pu se replier. Notre encadrement n'a pas été gravement touché et notre capacité opérationnelle demeure. » déclarait au *Monde* un dirigeant du Front. Selon les documents des sandinistes, antérieurs à la chute des principales villes, l'insurrection déclenchée le 9 septembre était conçue comme une opération de plus, d'un long processus engagé en octobre 1977. A Paris, le représentant du Front, Miguel Castaneda, affirmait durant un meeting que la lutte actuelle n'est que le *« début d'une offensive finale. Suivant le principe d'unir toutes les forces du pays contre l'ennemi principal et d'utiliser les contradictions secondaires pour résoudre la contradiction principale le FSNL a impulsé l'unité de toutes les forces démocratiques,* a-t-il expliqué. *Il était nécessaire d'attirer les secteurs de la bourgeoisie qui ont des contradictions avec le régime de Somoza et de maintenir la bourgeoisie hésitante contre la dictature pour empêcher que l'impérialisme américain ne la gagne à lui »* a-t-il ajouté.

« Il nous faut développer avec sagesse et habileté les tactiques les plus adéquates pour poursuivre la lutte », affirmait-il.

L'union de tout le peuple, y compris des secteurs de la bourgeoisie nationale et démocratique reste vraie aujourd'hui malgré les tentatives du président Carter de les réconcilier avec le régime de Somoza et de tenter de mettre en place un « somozisme sans Somoza ».

« Rien n'arrête un peuple qui veut être libre », disait Simon Bolivar, héros de la lutte d'indépendance de l'Amérique latine contre le colonialisme espagnol. Cela reste vrai aujourd'hui tout particulièrement pour le peuple du Nicaragua.

Pierre DELAUBE

«Rouge» : champion de la révolution

Rouge sans complexe, se pose en maitre des révolutions... et enrage devant la ferme volonté du Front de ne pas refaire l'expérience de Cuba. Voici ce qu'on y lit le mercredi 27 septembre 1978 :

« (...) La voie que doit emprunter le Front sandiniste est clairement tracée, s'il veut servir la cause de la révolution socialiste dont il se réclame : r rompre avec toute politique qui subordonne la lutte des masses aux visées des secteurs libéraux de la bourgeoisie ; se porter candidat au pouvoir en refusant tout partage de pouvoir avec la bourgeoisie ; frayer la voie à un gouvernement ouvrier et paysan en mobilisant autour de la classe ouvrière la masse des paysans pauvres sur un programme anticapitaliste. »

« Le Nicaragua doit être un nouveau Cuba ».

En bref En bref

Guadeloupe

Incarcération de 3 leaders syndicaux

D'importantes manifestations se sont déroulées à Pointe-à-Pitre ainsi que dans d'autres villes de Guadeloupe, à la suite de l'arrestation et de l'incarcération de trois dirigeants de l'Union des Paysans pauvres de la Guadeloupe et du Syndicat général de l'Éducation de la Guadeloupe.

Ils sont tous les trois accusés d'entrave à la liberté du travail. Ils se sont en effet opposés, avec des milliers de travailleurs guadeloupéens, à une tentative des gros propriétaires terriens de liquider le secteur de la canne, qui fait vivre la plupart des ouvriers agricoles et des petits paysans de l'île, pour la remplacer par la culture de la banane, plus rentable et nécessitant moins de main d'œuvre.

Le colonialisme français emprisonne toujours dans les Antilles.

Tunisie

Réouverture des procès

Les dirigeants de l'Union générale des travailleurs de Tunisie passent actuellement en procès à Tunis. Incarcérés depuis les massacres policiers qui avaient fait plus de 130 morts, le 26 janvier dernier, ils sont accusés de complot contre la sûreté de l'État. Cette accusation, montée de toute pièce, vise, en fait, par l'intermédiaire de son syndicat, à réprimer tout le mouvement de masse en Tunisie. Le nombre de prisonniers politiques détenus en Tunisie se chiffre actuellement en centaines.

Argentine

Le PCMLA, bête noire de Vidéla

En Argentine, des hommes et des femmes, des enfants même, des ouvriers, des intellectuels (professeurs, avocats, étudiants) sont arrêtés ou disparaissent : des syndicalistes, des militants politiques, de simples gens, membres ou pas d'associations.

C'est que la lutte du peuple argentin ne cesse de s'approfondir.

C'est que Videla et son groupe, incapables qu'ils sont de répondre à la moindre aspiration du peuple, continuent la répression. Ils sont les représentants d'une poignée d'exploiteurs qui n'existent que par le sang du peuple dont ils tirent leur richesse et par le soutien de ceux auxquels ils vendent le pays : la superpuissance américaine et aussi l'autre (l'URSS) surtout depuis que les USA ont laissé entendre qu'ils souhaiteraient une autre « solution » en Argentine, tout en continuant d'ailleurs à alimenter en dollars et en armes les généraux de Videla. Ainsi là encore, les deux grands aiguisent leur dispute sur le dos des peuples.

Le *Mundial* n'avait fait que découvrir un peu plus aux yeux du monde le sinistre visage de Videla et son groupe. De même, la répression ne peut étouffer la lutte et la terreur ne fait qu'isoler encore plus ceux qui l'organisent.

Mais les souffrances du peuple sont grandes et durs les coups qu'il reçoit !

Mettre à genoux un peuple, cela veut dire d'abord briser ses organisations. Cette leçon-là, que lui a léguée l'histoire de toutes les classes exploiteuses, de tous les oppresseurs, Videla la connaît ! C'est le Parti communiste marxiste-léniniste d'Argentine (PCMLA) qu'il tente de décapiter (selon les dires mêmes des militaires, c'est bien là leur premier objectif). Clandestin, ce parti a subi bien des assauts desquels il a su sortir en préservant l'essentiel de ses forces pour repartir ensuite au combat. Il n'est bien sûr pas pour rien dans le niveau atteint par la lutte actuellement en Argentine. Aujourd'hui, son secrétaire général est dans les geôles de Videla. Ces derniers temps aussi, les arrestations de syndicalistes se sont multipliées. On le voit, ce sont en premier lieu les organisations de la classe ouvrière, nombreuse en Argentine, qui sont visées.

Le prolétariat est un de par le monde et quand il est touché dans tel ou tel pays, dans ses organisations, dans son Parti, cet instrument essentiel de sa propre émancipation et en même temps de celle de tout le peuple, c'est tout le prolétariat du monde qui est touché.

Cette unité, pour le même combat, il faut l'exprimer non seulement en parole, mais en actes. Ce n'est pas l'affaire d'un jour, car cela suppose la mobilisation des travailleurs dans les usines, dans les syndicats et aussi de toutes les organisations démocratiques, les personnalités qui se soucient de la liberté des peuples et des droits fondamentaux de l'homme. Mobiliser pour agir, pour que les organisations, le gouvernement même prennent position et exigent à leur tour la libération du camarade Roberto Cristina (secrétaire général du Parti communiste marxiste léniniste d'Argentine) et de tous les fils et filles du peuple argentin, en prison pour vouloir que leur peuple soit debout...

Soutien actif au PCMLA !

40e congrès de la CGT

Détruire ou aménager le capitalisme ?

Deux faits d'importance retiennent notre attention et continueront à la retenir pendant de longs mois encore. Tout d'abord, il y a l'aggravation de la crise, les restructurations qu'entreprennent les gros groupes financiers et industriels que nous appelons les monopoles.

Ces restructurations, ou pour parler plus simplement réorganisations, entraînent leur cortège de licenciements : dans le textile (Boussac, la SPLI), la réparation navale (Terrin, La Ciotat, Dubigeon), la sidérurgie (Usinor, Sacilor,Chiers-Châtillon).

Le deuxième fait, c'est le 40e congrès de la CGT, le premier syndicat où se regroupent les ouvriers, fort de son potentiel de 2 500 000 syndiqués qui, à des degrés divers, veulent des changements profonds et qui se battent là aussi à des degrés divers contre le chômage, les licenciements, la vie chère.

Tous ces militants, ces sections syndicales qui écrivent dans la *Vie ouvrière* depuis plusieurs semaines parlent de tous ces problèmes, des luttes, du projet politique, de la société, dans laquelle nous vivons. Ils ne trouveront pas dans les textes officiels préparant le 40e congrès des réponses satisfaisantes correspondant à leurs souhaits, conscients ou plus ou moins conscients en ce qui concerne la transformation radicale de la société.

A son 39e congrès qui a eu lieu en 1969, la CGT a abandonné un point que nous jugeons fondamental, en ce qui concerne l'activité d'un réel syndicat de classe et de masse prolétarien. Il a été décidé, lors de ce 37e congrès, de retrancher de ses statuts l'objectif d'*abolition du salariat*. Ceci est très important.

Si ce point a été abandonné, c'est qu'il y a donc une rupture dans la ligne qui consistait à vouloir la destruction du capitalisme. Cette ligne avait déjà été sérieusement entamée depuis bien des années.

La pratique présente confirme ce point de vue. Désormais, la direction de la CGT discute avec les patrons sur les augmentations de salaires, ce qui la conduit à signer des accords qui de fait établissent plusieurs SMIC allant de 1 888 F à 2 400 F mettant ainsi sous la table le juste mot d'ordre du SMIC à 2 400 F.

En fait, on se réunit avec les capitalistes et on discute avec eux pour voir quels « sacrifices » peuvent faire ces pauvres patrons. Ces SMIC différents signifieraient-ils qu'un travailleur de la chaussure a moins de besoins qu'un travailleur du secteur « nationalisé » ou « public »?

En ce qui concerne le chômage, les dirigeants de la CGT ont accepté le principe de la discussion sur l'indemnisation du chômage. Les patrons ont décidé de supprimer les 90 % mais cela n'empêche pas les dirigeants CGT de discuter avec eux alors que de très nombreux militants et adhérents veulent lutter contre les licenciements.

En ce qui conerne la lutte contre l'absentéisme, le principe de la surveillance des ouvriers malades a été admis de fait et signé dans le cadre des accords métallurgie, donc on laisse la porte ouverte aux médecins Sécurex.

Tous ces faits prouvent donc que le projet politique qui le sous-tend consiste à aménager le capitalisme, à le rendre plus humain.

Quels devraient être selon nous les objectifs d'un syndicat de classe et de masse prolétarien ? Nous pensons tout d'abord que l'abolition du salariat est une condition nécessaire à la disparition de la société divisée en classes. C'est un objectif stratégique, l'étape ultime pour mieux dire.

On ne discute pas les salaires avec les patrons. Nous réclamons un SMIC réel de 2 400 F pour tous, parce que cette revendication unifie tous les travailleurs.

Nous sommes résolument pour les quarante heures sans perte de salaire, contre la durée annuelle du travail, contre le travail à temps partiel, pour la dissolution des boites d'intérim et non leur aménagement.

Mais cela n'est pas suffisant. Il ne s'agit que de résistance au capitalisme. Ce que nous voulons c'est être nos maitres, nous ne voulons plus de patrons et cela est possible si nous nous donnons les moyens de le faire.

Le programme commun ne visait pas à cela. L'Union de la gauche ne visait pas à cela. La reconstruire à la base ou ailleurs, mobiliser pour le Programme commun n'entraine que dépit, découragement, c'est d'ailleurs ce que souligne la section CGT-PTT de Nancy-Garre dans la V.O du 27 au 3 octobre 1978). Même si elle conserve des illusions sur le Programme commun.

Yves LEPIC

• Rennes-Fougères
Le conflit de la SPLI

Une étape difficile

Ces dernières semaines ont été fertiles en événements dans le conflit de la SPLI (*). L'évacuation de l'usine de Rennes par les CRS, les votes contradictoires et l'acceptation pour finir du plan Alphen à Rennes, l'intervention d'une vingtaine de travailleuses de la SPLI à l'UL–CGT dont un responsable fut retenu près de deux heures... Bref, bien des travailleurs et travailleuses sont désorientés et chacun s'interroge :

– Le conflit est-il aujourd'hui terminé ?

– Qu'est-ce que la solution Alphen et y a-t-il encore des chances pour une solution globale ?

Il apparait qu'on se trouve à un tournant capital du conflit.

La situation comporte trois éléments principaux :

Le plan Alphen C'est du bluff !

Alphen s'intéresse en fait uniquement à la récupération du circuit commercial de la marque « Huit » mais pas du tout à la relance de la production industrielle de la SPLI. En effet, la production industrielle de la SPLI est exactement la même dans les cinq usines : Rennes, Châteaugiron, Fougères, Plœrmel et Saint-Brice. Ce sont les mêmes machines, le même travail, les mêmes produits.

Seulement cette production globale était partagée en deux : sur une partie des sous-vêtements féminins, on apposait la marque *Huit*. L'autre partie de la production était vendue sans marque par les grands magasins (Redoute, etc)

La marque *Huit*, c'est donc un circuit commercial et non pas une production industrielle particulière. Alphen veut simplement récupérer le circuit de distribution *Huit* et y faire passer ses produits. La relance de la production SPLI, à Rennes ou ailleurs, ne l'intéresse pas.

– De fait, il prétend reprendre 405 travailleuses sur 1 500. Mais cela en 1980. Pour l'immédiat il s'engage uniquement à reprendre 230 personnes. Le reste des effectifs sera embauché si les ventes sont bonnes !!

– La reprise de Rennes est faite uniquement en « location-gérance », ce qui laisse à Alphen la possibilité de se retirer quand il le veut.

– La DATAR, elle-même (direction à l'Aménagement du territoire) avait au départ refusé le plan Alphen, qu'elle ne jugeait pas sérieux.

Il faut croire que des pressions suffisantes l'ont fait changer d'avis, car le plan Alphen, lui, est bien toujours le même qu'au départ.

En bref, Alphen laisse de côté plus de 1 200 ouvrières et rien ne garantit qu'il veut la relance industrielle de la SPLI. Il y a tout à parier au contraire, qu'avec un artifice juridique, il récupérera le circuit commercial *Huit* et se retirera de la SPLI ensuite. Pour les ouvrières qui sont reprises, ce n'est donc qu'un sursis.

Notre première certitude est donc que *rien n'est réglé*.

La lutte n'est pas terminée

Tout d'abord, à Rennes et à Châteaugiron, les ouvrières évacuées de l'usine par les CRS ont affirmé leur volonté de poursuivre la lutte sous de nouvelles formes.

Cela sera sans doute très difficile, mais il est certain qu'avec tant d'ouvrières encore licenciées, on ne peut se satisfaire de la situation présente.

D'un autre côté, à Fougères et à Saint-Brice, même si c'est de façon limitée et à travers de nombreux problèmes la garde continue. Deux fois par semaine les ouvrières se réunissent en assemblée générale et elles préparent actuellement des actions de popularisation et de sensibilisation de leur lutte.

La division syndicale

Le troisième point important, c'est que malheureusement la *division syndicale*, entre la section CGT et l'UD-CGT d'une part, la CGT et la CFDT d'autre part, a démoralisé de nombreux travailleurs et travailleuses. La responsabilité en incombe à certains responsables de l'UD-CGT et de la municipalité PS de Rennes qui ont manœuvré pour faire accepter le plan Alphen. Or, la majorité des travailleurs rejetait ce plan. La section CGT et le comité de coordination CFDT n'ont pas été en mesure d'unir tout ce qui pouvait être uni et d'organiser l'offensive nécessaire pour mettre ce plan en échec.

Il est difficile de prévoir comment les choses vont évoluer. Le plan Alphen sera-t-il appliqué ? Il faudrait que la lutte reprenne un second souffle. Dans ce sens, nous œuvrons pour notre part, comme nous l'avons fait dès le départ, pour :

La solidarité ouvrière et populaire l'unité de lutte des travailleurs et des travailleuses contre tout licenciement

Correspondant HR – Fougères.



* La SPLI est une entreprise textile (lingerie féminine) implantée d'abord à Fougères puis à Saint-Brice et ensuite à Rennes, Châteaugiron et Plœrmel : 1 500 ouvriers et surtout ouvrières en tout, à Rennes et Fougères principalement. A Rennes-Chateaugiron, le syndicat est la CGT et à Fougères, Saint-Brice, c'est la CFDT. La société-mère de la SPLI ouvre des usines dans le tiers monde (Macao, Tunisie), comme le font pas mal de sociétés dans le textile, après s'être décentralisée sur la Bretagne et pour les mêmes raisons : exploiter une main-d'œuvre meilleur marché. D'où les licenciements, annoncés à la veille des départs en congé de l'été.

Selon les cas, les usines furent alors occupées (à Rennes de jour et de nuit, à Fougères de jour)...

Marseille

Terrin : quelle voie ?

Vendredi 22 septembre, les travailleurs de Sud-Marine se sont prononcés dans un vote pour la reprise du travail dans leur entreprise occupée depuis le 12 septembre.

Le lundi 24, les travailleurs de la SAM ont décidé eux aussi de reprendre le travail.

C'est à la suite des propositions du directeur de l'UIE, le négociateur de l'AMREP, M. Marion et de l'appel du maire de Marseille, Gaston Defferre, que les travailleurs des deux établissements du groupe Terrin ont pris leur décision.

Depuis l'annonce des premiers licenciements en avril dernier, la lutte et la mobilisation n'ont cessé de se développer dans la navale marseillaise. Les deux points forts en ont été le refus par les travailleurs du plan Fournier le 5 septembre, puis l'occupation des chantiers le 11.

toute la population solidaire

La journée du 14, avec les manifestations des travailleurs de Marseille et de La Ciotat, a démontré, par son ampleur, que c'est toute une population qui est solidaire. Et cela d'autant plus que c'est plus de 20 000 emplois qui seraient menacés si Terrin fermait ses portes. La fermeture de Terrin entrainerait celle des autres chantiers. Si on ajoute la multitude de sous-traitants, environ 3 000 salariés à Marseille, 1 800 à la Seyne et 900 à la Ciotat, on peut condidérer que c'est 15 % de la population active locale qui travaille pour la navale.

Defferre se « mobilise »

Après le refus du plan Fournier par les travailleurs des quatre établissements (SPAT, Sud-Marine, SAM et Oliva) et devant l'importance des conséquences de la fermeture de Terrin, Defferre s'est « mobilisé », lui aussi, à sa manière et après des discussions avec Le Theule ministre des tranports, il a proposé le rachat par la municipalité marseillaise des actifs immobiliers et industriels du groupe (les locaux, l'outillage et « les propriétés » Terrin, terrains de sport...).

Il proposait une gérance libre aux industriels, rééditant, quatre ans après, la même opération que pour Titan-Coder. Alors que les travailleurs marseillais se montraient dans leur majorité fort sceptiques sur les avantages pour eux, de l'opération, (ils gardent en mémoire l'expérience Titan-Coder), le tribunal de commerce se prononçait, le 17 septembre, pour la mise en gérance libre de Sud-Marine et de la SAM (toutes deux du secteur) reprises par le holding pétrolier AMREP. La liquidation de l'établissement d'Oliva avec quatre-vingts licenciements confirmés (sur 120 que comprend l'établissement), le sort des travailleurs de la SPAT pas encore assuré, en réalité, le démantèlement du groupe devient effectif.

Et l'AMREP fait aussitôt savoir qu'elle n'accep-



Notre correspondant photographe était présent à la journée du 14 septembre à Marseille. Ci-dessus les travailleurs de Terrin sur des camions devant la préfecture. Ci-dessous la détermination de cette manifestation.



Le plan Fournier

Fournier, PDG des Ateliers et chantiers du Havre, a proposé début septembre de reprendre Terrin.

Dans son plan, Fournier proposait :

– 730 licenciements (Fournier reprenait 1 100 salariés de la SPAT et des ateliers provençaux, 540 à Sud-Marine et à la SAM et 200 employés attachés au travail au sol sur la zone des entreprises du port).

– Réduction des salaires de 18 à 20 %

– Revenir sur un certain nombre d'avantages acquis.

L'intérêt pour les capitalistes quand ils rachètent une usine en faillite, c'est de supprimer en quelques jours les acquis de plusieurs dizaines d'années de lutte de classe et de repartir sur de nouvelles bases plus rentables pour eux.



La venue du premier ministre le 25 septembre à Marseille a provoqué une grande colère et les travailleurs ont occupé la ville toute la journée.

tera la gérance qu'à la condition de la reprise immédiate du travail des établissements confirmée. Face à ce chantage patronal, Defferre a mis tout son poids dans la balance en faveur de la reprise du travail : *Reprenez le travail* a-t-il déclaré aux syndicats *pour qu'il n'y ait pas lundi 1 000 chômeurs de plus »*. Dans la journée précédant le vote, il a envoyé des équipes de diffuseurs distribuer gratuitement le journal du soir qu'il contrôle et où il lançait un appel solennel. Le vendredi 22, jour du vote, il recommançait la même opération, avec le *Provencal*.

C'est donc dans un contexte de pressions très fortes que les travailleurs de Sud-Marine et de la SAM se sont prononcés. Ils ne se sont engagés à reprendre le travail, mardi 26, que *« si une date est fixée pour des négociations entre les représentants des ministres, des employeurs et des organisations syndicales représentatives de la profession »*.

L'occupation de la ville

Le lundi 25 septembre la venue des parlementaires UDF à Château-Vallon, qui se réunissaient autour de leur ministre Barre, a provoqué une grande colère et à l'appel des organisations syndicales, les travailleurs de toute la région marseillaise ont occupé la ville durant toute la journée.

Lecanuet seul, s'est aventuré parmi les manifestants et s'est fait bousculer par la foule, sa voiture a été endommagée.

A l'abri de ses compères, Barre a réaffirmé qu'il continuerait sa politique et que ce n'est pas le folklore des manifestations qui le ferait dévier. C'est par l'arrogance que le premier ministre répond aux travailleurs qui luttent pour le droit au travail. Certainement se sent-il plus fort depuis que les travailleurs ont accepté une solution partielle à Terrin car une première forme de division, c'est toujours un espoir pour la bourgeoisie. En ce sens, les pressions de Defferre sont bien allées dans le sens que souhaitait le ministre.

Le plan de Barre : Des milliers de licenciements

Le plan du premier ministre, c'est de continuer à mettre en place une industrie rentable pour les capitalistes. C'est donc de continuer à licencier et de ramener le pouvoir d'achat des travailleurs au minimum vital. Dans la navale, cet *« assainissement »* va se solder par des milliers de licenciements comme dans le textile et la sidérurgie.

La question n'est pas aujourd'hui pour les travailleurs de proposer d'autres plans pour mieux organiser la production et limiter les dégâts, ce n'est pas de se placer sur le terrain des patrons comme le font Defferre et aussi Marchais, mais de rester sur leur terrain propre, celui où ils sont forts, celui du refus des licenciements ; c'est d'imposer leurs revendications, d'empêcher les patrons de réaliser leurs plans. La question, c'est de développer l'unité dans la lutte contre la bourgeoisie.

Claire MASSON.

Titan-Coder 4 ans avant Terrin

En 1974, la municipalité de Marseille a repris en partie l'usine Titan-Coder (matériel ferroviaire et containers) qui était menacée de liquidation et créait une société d'économie mixte, la société métallurgique de Saint-Marcel pour racheter ses actifs immobiliers.

La conséquence immédiate a été l'éclatement de Titan-Coder en trois tronçons. La société d'économie mixte n'a repris que 500 personnes (sur 2 450) et le démantèlement a entraîné une déqualification des ouvriers et des cadres, la remise en cause des avantages acquis (treizième mois, 40 h, mutuelle, ancienneté).

Comme on le voit, le plan Defferre pour Titan-Coder n'a empêché ni les licenciements ni le démantèlement ni la profonde dégradation des conditions de vie des travailleurs de l'entreprise. La participation de la municipalité à la société d'économie mixte n'a pas eu de rôle non plus dans les choix industriels et l'avenir des nouvelles sociétés mises en place. Elles ont suivi un développement capitaliste normal.

On comprend que les travailleurs de Terrin exprimaient leurs doutes sur la nouvelle proposition du maire de Marseille ; ils n'avaient rien à en attendre ni pour leur emploi ni pour leur sécurité.

Chomeurs :

S'organiser et s'unir avec les travailleurs actifs

Telle est bien la situation que connaissent les chômeurs aujourd'hui. Telle est aussi la réponse que leur donne le gouvernement : le mépris de Barre, les mesures pour réduire leurs allocations, la promesse que cela va durer et les matraques des CRS quand ceux qui refusent d'être jetés sur le pavé luttent contre les licenciements.



Le nombre des chômeurs, officiellement supérieur à 1 200 000, est certainement de plus d'un million et demi. Que dire d'un système dont le « progrès », la « modernisation » se font à ce prix ?

Produire et vendre pour le profit est son seul but, certes pas le bonheur des hommes et la satisfaction de leurs besoins !

Qui oserait prétendre aujourd'hui que sont chômeurs ceux qui ne veulent pas travailler ou ceux qui n'ont pas une formation adaptée à notre époque ? Par son ampleur même, le phénomène met ses racines à nu : c'est le système au fronton duquel est inscrit CAPITAL et qui vit de l'exploitation de l'homme par l'homme !

Peut-on douter que tous ces hommes et femmes privés de travail n'aspirent à ce que cela change ?

Pour abattre le capitalisme, ils sont une armée considérable, mais aujourd'hui dispersée, où chacun est isolé, comme le montre ce témoignage.

De nombreux freins objectifs entravent leur organisation, font obstacle à leur unité. Ils n'ont plus, en particulier, cette base de l'entreprise sur laquelle s'organise la classe ouvrière. D'autre part, depuis très longtemps, leur organisation a été négligée et leur coupure d'avec les travailleurs actifs savamment entretenue. Les dirigeants des partis de gauche et des syndicats n'y sont pas pour rien !

S'organiser, y compris dans des comités de chômeurs, et s'unir avec les travailleurs actifs pour lutter. Tel est bien, en effet, le problème des chômeurs. S'organiser pour lutter contre les conséquences du chômage, qu'il s'agisse du logement (contre les saisies, pour la diminution des loyers), de la nourriture (gratuité des cantines et des crèches ou des restaurants universitaires pour les jeunes), des transports (qu'ils soient gratuits) et bien d'autres domaines (par exemple, gratuité totale des études pour les enfants des chômeurs).

S'unir avec les travailleurs actifs, car il s'agit de l'unité de la classe ouvrière et qu'elle est nécessaire pour affronter les méfaits du capitalisme dans tous les domaines.

Que ce témoignage inspire à nos lecteurs les initiatives nécessaires pour aller dans ce sens !

Jacques DUROC

Toujours pas de boulot

« Toujours pas de boulot. Hier, j'avais une proposition de l'ANPE au courrier de 9 h 10, le temps de m'habiller et de faire les 4 kilomètres 500, j'y étais à 10 h pour m'entendre dire qu'il y avait quelqu'un à l'essai, j'étais déçue, car en partant, chose rare, j'avais un peu d'espoir.

J'en aurai chialé au retour, mais les larmes ça ne sort pas comme ça, chez moi c'est plutôt le Sahel. La source est trop profonde pour arriver à la sortie.

Je n'écris même plus comme je le faisais, au hasard de l'annuaire, car de cette façon je n'ai jamais eu satisfaction. Les annonces dans le journal sont rares même sans qualification, les entreprises vivent sur leurs effectifs (c'est le mot), se contentant sans doute d'augmenter les cadences, c'est plus rentable comme cela.

Barre est venu à Cholet et ce jour-là les informations ont dit que Cholet est une ville les moins touchées par le chômage, mais ils ont omis d'ajouter que ceux qui sont sans boulot y sont depuis un bout de temps. Le marchand de journaux nous a raconté que Barre s'est fait siffler par trois jeunes, entre autres, et que de sa voiture il a levé les bras avec un grand rire, ça m'a fait l'effet d'une giffle magistrale quand j'ai entendu cela, bien sûr il se sent fort, entouré de tous ses gardes-chiourmes.

Question pécuniére l'Assedic en juillet m'a informée que mon traitement à 60/70 % s'achevait après une prolongation d'un mois, il m'avait convoquée et cette convocation a été repoussée au 26 septembre, si bien que j'ai eu encore un mois à 1 200 francs et des poussières. Après, ce ne sera sans doute que l'aide publique. Je retournerais bien même en usine, mais il n'y a rien.

Je suis plutôt ramollie pas dans mes idées, mais côté dynamisme, je me sens tellement en dehors de tout, parfois je m'étonne de voir le monde tourner. L'autre jour, je voyais une salle de bains toute noire et dorée, ça me surprenait presque que des gens puissent penser à se tremper là-dedans quand il y en a d'autres qui n'ont pas de quoi vivre, parfois, ça me donne des envies de tout casser quand je vois des trucs comme cela. J'aurais bonne mine tiens, on me mettrait une camisole, on dirait elle est folle et pourtant...

Tremblements de terre

Les animaux Signal d'alarme

Le tremblement de terre récent en Iran a ravagé une région entière et fait des milliers de morts. A cette occasion, nous nous sommes interrogés sur l'état de la recherche en seismologie.

Il y a encore peu de temps, les chercheurs occidentaux spécialisés sur les phénomènes sismiques envisageaient les recherches sur le comportement animal face aux séismes. Aujourd'hui, les expériences qu'ils ont menées eux-mêmes ont démontré l'erreur de cette attitude. En réalité, le comportement insolite de certains animaux, bien connus de nous, avant le déclenchement d'un tremblement de terre, peut servir d'avertissement concluant. Effectivement, les animaux « pressentent » les séismes avec une avance considérable.

Il est certain que les nombreux appareils utilisés par les séismologues modernes fournissent des indications précieuses mais ils ne permettent pas encore de prévoir avec exactitude ni la date ni l'intensité du séisme. Cependant, en Chine, à diverses reprises, des évacuations massives de populations, prévenues plusieurs heures avant le tremblement de terre, ont permis d'éviter une perte incalculable de vies humaines.

Méthodes « folkloriques » ou scientifiques

Les Chinois utilisent des méthodes très particulières de prévision des séismes, combinant les techniques les plus modernes avec des procédés ancestraux, dont la valeur fut mise en doute pendant très longtemps en Occident, et notamment la faculté que certains animaux ont de ressentir les signes précurseurs des tremblements de terre.

On commence aujourd'hui à prendre au sérieux ces méthodes « folkloriques ». L'UNESCO, à Paris, l'Agence internationale de l'énergie atomique de Vienne, le Centre international de physique théorique de Trieste ont commencé à organiser une série de réunions, avec la participation de spécialistes chinois, qui prépareront, pour l'an prochain, une conférence sur la prévision des séismes. Aux États-Unis, un groupe de chercheurs a, à son tour, réalisé une enquête sur l'aspect le plus étonnant des méthodes chinoises : l'observation systématique du comportement des animaux.

Quatre chercheurs du Centre national de recherches sismiques, à Menlo Park., et de l'Institut de recherche Stanford (les deux en Californie) sont parvenus à rassembler plus d'une centaines d'exemples sur le comportement symptomatique des différents animaux, en s'appuyant sur des documents chinois et japonais.

Voici un exemple :

— 18 juin 1969, tremblement de terre de Bohai, amplitude 7,5. Observations effectuées deux heures avant le séisme au zoo de Tien Tsin (Chine) ; les tigres paraissaient déprimés, les pandas se tenaient la tête et hurlaient ; les tortues étaient agitées. Le yak refusait de se nourrir et se roulait par terre. Les cygnes s'éloignaient de l'eau.

Observations en Occident et au Japon

Les premières observations scientifiques datent de 1920. Ainsi, quelques mois avant le séisme de Kanto (le 1er septembre 1923, amplitude 7,9 ; destruction d'une grande partie de la ville de Tokio ; environ 145 000 morts), on notait une disparition subite des anguilles alors que les poissons-chats surgirent en grande quantité et se reproduisaient rapidement.

Quelques jours plus tôt, les poissons des eaux profondes remontèrent à la surface et un grand nombre de crabes apparurent sur la plage. Enfin, la veille du tremblement de terre, de grandes quantités de poissons d'eau douce moururent, apparemment au milieu de grandes souffrances.

Électricité et magnétisme

Le champ des phénomènes qu'un animal est capable de percevoir est d'ailleurs assez limité si nous retenons l'hypothèse de la perception d'événements physiques indétectables par les sens humains. Il pourrait s'agir de mouvement telluriques de « bascule » imperceptibles, de bruits de haute fréquence produits par les roches sous pression avant de se fendre ; il pourrait s'agir également de modifications des champs électriques ou magnétiques, auxquelles, comme on le sait, les animaux sont sensibles, éventuellement accrues d'effets piezo-électriques engendrés par la compression de certaines roches, tel que le quartz.

Ainsi, on peut mesurer les courants électriques engendrés non seulement pendant mais aussi avant un tremblement de terre. Quand une croûte terrestre se fend, il se produit une ionisation et une libération des gaz ressentis par l'organisme de certains animaux ; les ions positifs augmentent chez les rats et les souris, une secrétion de serotonine, substance véhiculée par les plaques sanguines, qui agit sur certains procédés nerveux et vasculaires.

On sait aussi que les séismes sont précédés de variations des champs magnétiques. Les scientifiques ne parviennent pas à démontrer que les animaux sentent ces variations mais on sait que les tempêtes magnétiques modifient le comportement d'innombrables espèces animales. Les statistiques montrent également que les hommes ne sont pas insensibles à ce phénomène et révèlent avant et après les tempêtes, un taux élevé d'internements dans les hôpitaux psychiatriques, d'accidents autoroutiers et de la criminalité.

Le professeur-docteur Frank Brown, aux USA, démontra, par exemple que certains invertébrés s'orientent par rapport aux champs magnétiques, et plus récemment, deux scientifiques allemands, Lindaver et H. Martin, prouvèrent que ces champs influençaient la danse des abeilles et que les pigeons voyageurs peuvent perdre le sens de l'orientation si on attache un petit aimant à l'une de leurs pattes.

La croûte terrestre est constituée d'une vingtaine de plaques tectoniques qui se disloquent lentement. C'est le long des lignes de jonction de ces plaques qu'ont lieu la majeure partie des tremblements de terre. Quelques unes des régions les plus peuplées du monde se trouvent le long de ces lignes de jonction : c'est le cas du Japon, de la Californie et de l'Amérique centrale.
La possibilité de prévoir les séismes avec précision permettrait d'éviter alors la perte de nombreuses vies humaines. Jusqu'à présent, de telles prévisions n'ont pas été faites.
Sur la carte, les flèches noires indiquent les plaques qui se rapprochent, les flèches blanches les plaques qui s'éloignent.

Ultrasons

Le professeur Ronal Barfield de New Jersey étudia à son tour la perception par les animaux de bruits très faibles dans des fréquences que l'homme ne peut ressentir. Les animaux, a-t-il dit, vivent dans un monde sonore différent du nôtre encore mal connu. Beaucoup d'entre eux ne ressentent pas les fréquences que nous ressentons mais, en revanche, ils perçoivent soit des ultrasons (comme c'est le cas pour les insectes), soit des fréquences très basses (comme c'est le cas, par exemple, pour les poissons).

Parmi les mammifères, la perception des ultrasons est quelque chose d'ordinaire : la majeure partie des petits animaux la possèdent mais aussi les grands mammifères, incluant les chiens, les chats, les renards, les moutons.



EN IRAN, APRES LE SEISME DE LA PROVINCE DE KHORASSAN DANS L'EST DU PAYS, QUI A DÉTRUIT COMPLETEMENT LA VILLE DE TABAS ET DE NOMBREUSES AUTRES AGGLOMÉRATIONS, ON PARLE DE PLUS DE 30 000 MORTS.

Ainsi, les animaux qui entendent subitemment des ultrasons non habituels ou innattendus, pourraient réagir en adoptant un comportement étrange. Or, il arrive que ce genre d'ultrasons est justement provoqué par des roches soumises à de hautes pressions avant que les forces qui agissent sur elles ne les fassent se rompre.

Le rôle de ces ultrasons comme signal d'alarme fut vérifié au cours d'expériences diverses réalisées à l'université de Boulder (Colorado),.

L'expérience la plus concluante eut lieu à l'Université de Standford, en Californie, centre de recherche sur les primates, situé à cinq kilomètres de la faille de Saint-André.

Il ne s'agit pas ici de recréer en laboratoire les situations qui pourraient se vérifier avant et pendant un tremblement de terre mais de surveiller patiemment le comportement des chimpanzés. Les changements du comportement étaient notés toutes les trente secondes. D'un autre côté, les chercheurs de Standford obtinrent du Service géologique de Menlo Park la liste complète de tous les phénomènes sismiques perceptibles ou non par l'homme, survenus à proximité du centre des primates.

Avec ces données, on a établi d'un côté une ligne courbe représentative des activités desc chimpanzés placés sous surveillance et d'un autre côté une courbe indicative des activités sismiques. La comparaison de ces courbes montre une corrélation très nette entre les activités sismiques et le comportement agité des chimpanzés.

L'une des deux courbes représentait le 18 juin, un point d'agitation des animaux. Le même jour, le centre de Menlo Park n'a enregistré aucune activité sismique mais, le jour suivant, le 19 juin commença une série de petits tremblements de terre qui durèrent jusqu'au 24 juin.

En Chine, ce type d'observations s'additionne à une quantité d'autres, recueillis par des sismologues professionnels munis de sismographes qui enregistrent les ondes sismiques, de magnomètres pour la détection des champs magnétiques et d'autres appareils complexes. Mais il existe aussi dans le pays des milliers d'« amateurs » qui observent les altérations des niveaux d'eau dans les puits, la vibration de l'eau dans les marmites et les émanations d'un gaz radioactif qui se répand à partir de certaines roches.

C'est ce travail conjoint, assidu et quotidien qui a permis de sauver d'innombrables vies humaines dans de grandes régions de Chine, où l'activité sismique est assez intense. Un travail qui commence à être réellement pris en compte en Occident.

Evelyne LE GUEN
(D'après une traduction du journal Europeo. *(Portugais) No 20 et 21 août 1978.)*

Cinéma

«L'argent des autres»

Derrière une façade de respectabilité les banquiers cachent leur véritable nature de requins. Celà nous le savons depuis longtemps, mais en nous racontant avec talent une affaire d'escroquerie de grande envergure, Christian de Chalonge et Pierre Dumayet nous le rendent présent de façon plus concrète et nous font pénétrer le temps de leur film derrière le décor.



« L'argent des autres » : Michel Serrault le banquier, Jean-Louis Trintignant le fondé de pouvoir et Claude Brasseur l'escroc.

L'histoire est classique et nous rappelle certains scandales récents. Avec l'appui du PDG d'une grosse banque, un brasseur d'affaires crée une société immobilière destinée à drainer les économies des petits épargnants contre promesse d'intérêts mirobolants. Les milliards ainsi réunis en temps record seront détournée et les simples gens floués.

Quand le robot s'humanise il se révolte

Quand le scandale éclate, pour sauver sa réputation, la banque se choisit un bouc-émissaire : ce sera son fondé de pouvoir Henri Rainier. C'est le prototype de « l'honnête homme » intoxiqué pas l'idéologie bourgeoise, un bon et loyal serviteur, respecteux de la hiérarchie et qui ne comprend pas ce qui lui arrive.

Les premières séquences nous le présentent après son licenciement, égaré dans le labyrinthe du système de sélection qu'utilise la bourgeoisie pour se choisir ses cadres supérieurs. Cette satire des méthodes utilisées par les cabinets spécialisés dans le recrutement nous révèle que cette prétendue « personnalité » du dirigeant n'est en réalité qu'une conformité à des modèles de comportement imposés par le service des intérêts du capital.

Mais ce naif, si bien programmé jusqu'alors, va se révolté et mettre tout en œuvre pour prouver son innocence. Le choix de ce personnage comme fil conducteur du film permet de démonter pièce par pièce le mécanisme de cette sordide combine au fur et à mesure que progressent ses recherches pour mettre en place toutes les pièces du puzzle.

Mais un homme ne fait pas le poids

Mais à lui seul, Henri Rainier serait incapable de s'opposer efficacement à ce monstre froid : la lutte est par trop inégale, il est battu d'avance. Son licenciement puis son angoisse de chômeur à la recherche d'un emploi lui révèlent ce qu'il avait oublié dans son esclavage doré : sa condition de salarié. Il découvre alors ceux que depuis des années il côtoyait sans les voir : les syndicalistes qui vont se mobiliser pour le soutenir et vaincre.

Cet aspect du film, bien que secondaire, est très intéressant. Il est évident que ces militants n'appartiennent pas au même monde qu'Henri Rainier qui par son travail, son mode de vie, ses aspirations, a choisi le camp des patrons. Malgré tout, il n'est pas vraiment l'un des leurs, il appartient à cette couche de cadres supérieurs dont ils se servent, mais qu'ils sont prêts à larguer si leurs intérêts l'exigent.

Dans ces moments-là, ces instruments dociles du capital se trouvent rejetés dans le camp des opprimés, et leur situation en fait des alliés des travailleurs dans leur affrontement de classe. Alliés peu sûrs et inconséquents certes, et la fin du film nous en fournit la preuve, mais ce n'est pas une raison pour refuser l'aide circonstancielle qu'ils peuvent fournir à un moment donné, ce que comprennent les délégués de cette banque.

Les rouages de la machine à exploiter

« L'argent des autres » est un exellent film qui nous permet de connaitre de l'intérieur les rouages de la machine à exploiter du grand capital financier. Certains le trouveront peut-être pessimiste, on ne peut certes pas le qualifier de révolutionnaire, mais il est de nature à plaire à de nombreux travailleurs qui y reconnaitront leur ennemi de classe.

Henri BERTHAULT

Carence de la médecine préventive

Une tumeur de l'œil décelée trop tard

Témoignage

Par cette lettre, nous ouvrons une nouvelle rubrique dans le journal, celle des témoignages vécus. Cette lettre nous a été envoyée par un ouvrier, militant CFDT, atteint d'une tumeur à l'œil qui voulait que son expérience personnelle serve à d'autres travailleurs. Son œil aurait pu être sauvé par une intervention chirurgicale faite à temps. Comme le dit notre lecteur, cela est dû à l'absence de médecine préventive pour des raisons de profit. Nous ne partageons pas tous les points de vue de l'auteur de cette lettre. Nous encourageons nos lecteurs à nous envoyer des témoignages de faits vécus rencontrés dans la vie quotidienne.

Entre Pâques et Pentecôte 1978, j'ai eu un affaiblissement de la vue à l'œil gauche. Cela ressemblait à un rideau de théâtre qui descend devant ton œil. En quarante jours, en voulant voir les yeux de mes interlocuteurs, je ne voyais plus que leur menton et, progressivement, je finis par ne plus voir que le bas de leurs jambes. Toujours avec ce fameux œil gauche malade. Je pensais à la cataracte. J'ai téléphoné à mon médecin généraliste qui m'a dit que c'était exceptionnel à cet âge-là, que cela arrivait beaucoup plus tard en général.

Elle penchait plutôt vers une déchirure de la rétine, voire tout simplement un décollement de cette dernière. Elle me conseilla de m'adresser à l'hôpital des Quinze Vingts ou à l'hôpital Rotschild (Fondation ophtalmologique).

Après avoir écarté la possibilité des Quinze Vingts, car je ne pouvais obtenir de rendez-vous avant le 16 juillet, je décidais d'aller à Rotschild, le 9 mai.

Là, je devais passer par le circuit de la série d'attentes dont la classe sociale aisée est dispensée, mais que la classe ouvrière doit subir intensément, les déshérités sont encore plus touchés. J'arrivais à 8 h 30 et en ressortait à 14 h 30. Une attente interminable, à chaque service administratif ou médical, il fallait constituer le dossier médical. A priori, j'avais un décollement de la rétine, on devait me garder à l'hôpital, me soigner au laser, seulement les médecins étaient sceptiques et soupçonnaient autre chose.

Les hésitations des médecins

Cette valse d'hésitations était due à un procédé actuel de détection ; procédé déjà ancien, conseillé mais non-obligatoire pour chaque personne se plaignant des yeux : c'est le fond d'œil. C'est un examen qui consiste à voir plus en profondeur la structure de l'œil et qui permet de détecter les anomalies. On vous dilate les yeux avec des gouttes, vous attendez une heure trente à deux heures et l'on vous scrute l'œil. On peut ainsi détecter les maladies éventuelles non-apparentes. Si les médecins sentent que c'est plus sérieux, on procède à deux examens complémentaires : l'écographie et l'angiographie.

Pour ces examens, il me fallait aller à Trousseau. Ces deux hôpitaux se trouvent respectivement aux Buttes Chaumont et près de Daumesnil. Donc, toujours dans la même journée, après être passé entre les mains de dix à douze ophtalmologistes, on conclut que je devais procéder à l'écographie et à l'angiographie. Le docteur sentait autre chose qu'un simple décollement de la rétine. Il semblait déceler une pigmentation et un aggrapement derrière l'œil.

J'obtins un rendez-vous à l'hôpital Trousseau pour huit jours plus tard. Je m'y rendis pour 13 h et en ressortais vers 18 h 30. Dans pratiquement tous les hôpitaux, les médecins ont à assurer jusqu'à soixante consultations quotidiennes, les dossiers des malades sont empilés et ce n'est pas celui qui arrive le premier qui passera d'abord, c'est à celui qui aura la chance d'être appelé. Si vous avez la malchance que votre dossier soit dissimulé à un mauvais endroit, vous pouvez passer l'après-midi à attendre comme cela m'est arrivé. Huit jours après Trousseau, je retourne à Rotschild, muni de mes résultats.

C'est là qu'on m'apprit que mon état était grave, sérieux et important. Aux longs moments d'attente, d'incertitude, d'inquiétudes profondes s'ajoute l'angoisse. Pour aider le jeune docteur Lemestre, je lui posais quelques questions :

« J'ai donc une tumeur », *il me fit positivement signe de la tête. Et il ajouta :* « C'est très sérieux ».

Je commençais à avoir des sueurs froides.

« Mais alors, docteur, si c'est une tumeur, elle risque de me monter au cerveau et peut-être l'a-t-elle déjà fait ? ».

J'ajoutais cela parce qu'il était muet et pâle. Et moi, je ne savais plus où j'en étais.

« Non, *se reprit-il,* c'est déjà assez grave comme cela, n'en rajoutez pas ».

Ce n'était donc pas le cerveau, mais c'était déjà suffisamment grave comme cela. Mes genoux se mirent à claquer l'un contre l'autre comme des castagnettes. Heureusement que tout ceci se passait assis. Nous arrêtâmes là la conversation, mais moi j'étais bouleversé pour la première fois de ma vie. J'avais une tumeur cancéreuse, j'en étais persuadé.

Vint une femme chirurgien. Elle, par contre, n'y alla pas par quatre chemins :

« Samedi ou dimanche, vous entrerez à l'hôpital, lundi 29 mai, on vous opère, il faut faire une croix sur votre œil, on ne peut pas le sauver. Mais, ne vous inquiétez pas, on vous posera une prothèse. L'œil ne verra plus mais il sera aussi beau que l'autre ».

A ce stade de l'information de votre propre mal, un froid glacial vous prend aux pieds, monte le long de votre corps, vous ne le sentez plus. En tout cas, c'est ce qui s'est passé en moi. Et pour la première fois, on pense à la mort de façon sérieuse et profonde. Et voilà que l'on se prend pour un être unique.

— « Si jeune...

— J'ai tout loupé dans ma vie.

— Avec tout le travail militant qu'il me reste à faire.

— Qui va continuer ma propre pensée ?

— Je ne serai plus là pour vivre l'autogestion... »

Le doute et la panique essayent de s'installer en vous profondément. Les réactions physiques et mentales, l'instinct de con-

servation vous réhabitent et un combat s'initie entre le moi perdu et celui qui veut continuer à lutter.

Je ne peux plus vous dire si c'est le courage ou l'inconscience ou les deux à la fois qui vous aident à vous en tirer.

On m'a donc opérer le 29 mai. Je suis resté cinq jours à Rostchild. J'ai eu la chance, par ma mutuelle, de bénéficier d'une chambre individuelle, avec salle de bain et télé, les visites me furent autorisées de 8 h 30 à 20 h 30 et les copains et les copines furent nombreux, ce qui m'aida à supporter une opération indolore et réussie, mais moralement attristante.

Pour lire, pour écrire, pour vivre, je n'aurai plus qu'un œil. Il me fallait attendre quinze à vingt jours pour connaitre les résultats de l'examen de la tumeur et les conséquences pour l'avenir.

L'assistant en chirurgie et ophtalmologiste m'expliqua que la tumeur était maligne et qu'il me fallait subir, durant un an, un traitement de chimiothérapie. Traitement très pénible et très épuisant.

Ceci afin de prévenir l'évolution du cancer qui pouvait gagner, en cinq ans, le foie ou les poumons ou les deux à la fois.

La tumeur n'était ni locale, ni généralisée, mais il fallait tout faire pour l'enrayer immédiatement.

Deux écoles pour le traitement du cancer

Celle qui relève de l'Ordre des médecins et qui consiste à attendre que le mal se propage, et à ce stade-là, il n'y a plus grand chose à faire, et la nouvelle école qui préfère utiliser un traitement préventif difficile pour le malade mais qui lui garantit la guérison. Cette école préconise également le fond d'œil d'une façon beaucoup plus systématique lorsque les malades ressentent les moindres problèmes aux yeux.

D'autre part, on me remit une lettre à remettre au médecin qui devait s'occuper de moi pour la chimiothérapie, lettre cachetée au nom du secret médical.

Me voici donc malade, ne devant pas savoir ce qui me concerne directement. Le secret médical fait du malade l'objet de sa maladie et non pas ce qu'il est en réalité, c'est-à-dire sujet de sa maladie.

Je voulais en savoir plus sur ma tumeur et je décidais d'ouvrir la lettre, ce qui déplut fortement. On ne m'avait pas informé précisément sur le lieu de mon traitement et je me procurais toutes ces informations sous le sceau du secret médical.

J'appris ainsi que j'avais un mélanome (sorte de grain de beauté souvent héréditaire).

La Sécurité sociale

J'ai mis à la porte de chez moi une femme de la Sécurité sociale qui venait me contrôler, en lui disant :

1) J'ai assez d'emmerdements comme ça et je ne veux pas voir la Sécurité sociale en dehors de l'aide qu'elle peut m'apporter et non pas pour qu'elle m'emmerde.

2) Les patrons, c'est nous et pas la Sécurité sociale, ni le patronat. C'est nous qui payons tout, les 6 % des cotisations directes et les 12 % de cotisations indirectes en salaire différé. Depuis, j'ai la paix !

L'oculiste a voulu que je paie 700 F directement alors qu'un accord avait été passé avec la Sécurité sociale, afin qu'il se fasse payer par elle directement.

Donc ma première conclusion : procéder à un fond d'œil (dès que l'on sent quelque chose d'anormal au niveau de la vue).

Actuellement, je suis en traitement de chimiothérapie à Saint-Louis, c'est très éprouvant aussi bien physiquement que moralement.

Mes impressions

Combien de travailleurs perdent leur temps et leur argent ? Quel type de soins reçoivent-ils ?

Les malades sont des chiffres, des matricules et des dossiers empilés.

Dans toutes les structures hospitalières, les infirmières travaillent comme des dingues, en chimiothérapie, elles ont à manipuler des produits qui provoquent la chute des cheveux, amènent de l'eczéma et encore d'autres maladies plus subtiles.

C'est le travail à la chaîne.

Les professeurs et les médecins ont rétabli les mêmes rapports hiérarchiques et féodaux d'avant 1968.

Les infirmières administrent des traitements à des malades sans savoir leur maladie.

La division de classe est très perceptible dans les hôpitaux. Les malades des classes privilégiées n'ont pas à subir l'attente car ils ont les moyens financiers de consulter les professeurs dans leurs cabinets privés, qui se situent même parfois dans l'enceinte de l'hôpital. Dans ces conditions, le médecin peut leur consacrer plus de temps et éviter certaines erreurs qui arrivent quand les consultations se déroulent à la chaîne.

Donc, les travailleurs, les miséreux risquent plus encore d'être les victimes, ils risquent le handicap ou la mort.

La preuve : il y a trois ans, on décidait que j'avais besoin de lunettes. Après quelques examens superficiels, on m'en conseilla le port. Derrière l'œil, probablement, la tum... était peut-être décelable et des recherches plus approfondies m'auraient certainement permis de conserver mes deux yeux.

Quand j'ai dit au docteur « Alors, cette histoire d'œil, c'est comme si ayant eu mal aux pieds et que l'on m'ait mis une chaussure orthopédique alors qu'en réalité je souffrais d'une tuberculose osseuse. »

Réponse parfaitement positive de la part du médecin. « On vous a mis des lunettes et on vous a probablement laissé la tumeur suivre son petit bonhomme de chemin ! »

Les médecins du travail devraient être inter-entreprises, contrôlés par les comités d'entreprise. En tout cas pleinement autonomes par rapport à la Sécurité sociale et au patronat.

En France, il n'y a, pour ainsi dire, aucune médecine préventive.

Un travailleur militant CFDT.

Notes de lecture

«Parole d'ouvrier»

D'André Théret

Toute la légende s'est forgée, qui tient souvent à l'image d'Epinal, autour de ce « héros des temps modernes », le mineur. C'est à qui aurait le mieux vanter son courage, son amour du travail, son sens de la solidarité, voire son attachement à la mine. D'où la valeur de ce témoignage qui permet de passer derrière le décor et de découvrir la réalité de la vie quotidienne dans une compagnie minière des années 1920.

L'auteur sait de quoi il parle : ouvrier à la campagne des mines de Bruay-en-Artois, il adhère au PCF et à la CGTU dans les années 1930. En 1946, il est vice-président de la Fédération des mineurs du Nord et du Pas-de-Calais. La grève de 1948 lui vaudra deux mois de prison.

Il nous apprend ce qu'était ***« le rouffionage »*** : ***« Les compagnies ont, sous l'égide des intellectuels de l'industrie, fécondé un nouvel hybride de monstruosité : la surveillance inlassable, concentrationnaire des corons, implacable envers ses exploités, ses esclaves ».***

Parce qu'une ***« gueule noire »*** couvre les murs des WC de la compagnie : ***« des soviets partout »***, tout le réseau répressif se met en branle. Personne n'y échappe, le plus souvent victime, mais aussi complice. En fait, l'accusé n'est pas l'auteur des graffitis. Ce n'est d'ailleurs pas un militant. Simplement un ***« résistant »*** c'est-à-dire un homme qui refuse de participer au jeu du rouffionage et qui se révolte contre la gigantesque entreprise d'avilissement de ses camarades.

F. Ewald, qui préface le livre, précise cette distinction faite par Théret, entre le ***« résistant »*** et le ***« militant »***. Ils correspondent à deux moment différents, celui de la prise de conscience, du refus, de la rébellion et celui de la transcription politique de ce choix. On peut très bien résister au pouvoir sans devenir militant. Le refus ultime cela peut-être la fuite. Ecœuré, brisé, l'ouvrier incriminé décide de quitter la compagnie, de ne plus être noyé ***« dans ce troupeau humain des corons, poussé à l'abrutissement, comme un bétail domestique, vers l'antichambre de l'abattoir. »*** Bien sûr, du point de vue « militant » ce départ peut-être interprété comme une fuite, un renoncement, une sorte de lâcheté. Du point de vue ***« résistant »***, il s'inscrit dans une logique du refus total de se soumettre à la loi d'airain de la compagnie. Pour les premiers mineurs du début du siècles c'était souvent la seule arme qu'ils pensaient leur rester. Il leur était impossible de « vivre au pays ».

N'oublions pas ces témoignages (1) lorsque nous analysons l'attitude du PCF après la guerre, lorsqu'il célébrait le mineur ***« héros du travail et de la renaissance française »*** Souhaitons qu'ils soient nombreux et que renaisse, autour d'eux, une véritable littérature prolétarienne.

Joël FABIEN



Une expérience de E-100

Spécialisés dans la distribution des Éditions de Pékin et de ses propres éditions en librairies, les Éditions du Centenaire ont voulu tenter cet été, une expérience dans la vente directe sur les marchés.

C'est la Vendée, aux environs de l'île de Noirmoutiers, que nous avons choisie comme lieu d'expérience.

Tous les matins, nous étions présents sur les marchés : Barre-de-Monts, Sion, Fromentine, Saint-Gilles-Croix-de-Vie. Avec un matériel des plus simples : deux tables sur tréteaux, nous présentions quatre mètres carrés de publications variées : classiques du marxisme-léninisme, œuvres de Mao Tsé-toung, albums photographiques sur l'économie et l'art chinois, livres d'enfants, acupuncture, et un assortiment très coloré de cartes, papiers découpés, posters chinois. Un tel stand dans un marché traditionnel, cela se remarque ! Et puis, quand on est en vacances, on prend davantage le temps de flâner, de découvrir, de s'informer ... Cela explique l'affluence régulière qui a régné autour de notre stand.

Les points d'intérêt et les questions qu'ils suscitaient ont été très divers : discussions autour des livres d'art (le réalisme, l'importance de l'amateurisme en Chine), interrogations sur le contenu des classiques marxistes-léninistes, le développement de la Chine aujourd'hui, son organisation sociale... Et puis, nous avons aussi parlé de la technique du papier découpé, du travail que représente l'assemblage des paillettes de riz sur les cartes de vœux, etc...

Ainsi, nous avons vraiment eu un large courant de sympathie autour de nous et les marchands ambulants furent les premiers à nous en témoigner.

A ce sujet, il y aurait un tas d'anecdotes à raconter : l'enthousiasme de ce viticulteur pour les peintures des peintres paysans que nous avons commentées ensemble autour d'une dégustation de vin !... L'adoption de notre stand par un jeune garçon, fils de forains, qui se faisait un plaisir d'expliquer aux enfants et à leurs parents, ce que racontent les petits livres chinois (ou bandes dessinées...)

Nous nous promettons de renouveler une telle expérience.

1949 : sous la direction du Parti communiste chinois

Un grand bond en avant dans l'histoire mondiale

Ce témoignage sur la situation en Chine dans les années 1948-1949 est un témoignage de première main et fondamental pour comprendre la révolution chinoise. De 1948 à 1953, Hinton enseigna l'anglais au village de la Longue Courbe (sud-est du Chansi, région libérée).

A sa demande, il participa à la révolution agraire (1948-1953). Son livre *Fan Shen* est un document de base pour comprendre la révolution chinoise. Voici comment Hinton voyait la situation au village de la Longue Courbe, à la veille de la proclamation de la République populaire de Chine, le 1er octobre 1949, voici 29 ans.

Je n'avais aucun mal à me souvenir comment la campagne m'était apparue lorsque j'étais arrivé dans la zone libérée un an plus tôt, au milieu de la saison des pluies — des terres détrempées, des récoltes sur le point d'éclore, des villages de terre séchée sous des voûtes de feuillage, des femmes filant dans les arrière-cours et des enfants nus pataugeant dans les fossés boueux qui servaient de routes. L'isolement, l'archaïsme et l'immuabilité de ce décor m'avaient frappé. On avait l'impression que la vie paysanne n'avait jamais changé, ne changeait pas et ne pourrait jamais changer. (...)

(...) Mais à présent, douze mois à peine après être arrivé dans les zones libérées, et seulement deux mois après avoir assisté à la seconde conférence du district, je ne pouvais plus douter de l'issue de la situation. (...)

(...) Si l'on examinait l'évolution de la démocratie dans le village, il était clair qu'il restait encore beaucoup à faire. Grâce à la consolidation du parti et à la constitution d'une Assemblée élue par le peuple, on avait pu contrecarrer de graves tendances à l'autoritarisme et à l'égoïsme. La grande majorité du peuple avait acquis la possibilité de s'exprimer et de voter. La vie politique ne serait plus jamais la même. Mais pouvait-on dire que les problèmes posés par l'administration du village avaient été définitivement réglés ? Certainement pas. De nouvelles tentations, de nouveaux abus, de nouvelles oppressions ne manqueraient pas de naître. Il faudrait constamment améliorer les moyens de contrôle des cadres par le peuple. Se débarrasser de l'égoïsme mesquin du passé, créer les hommes et les femmes de l'avenir ne pourrait se réaliser qu'après un long combat.(...)

(...) L'expérience de la Grande-Courbe l'avait démontré. Sans le Parti communiste, les paysans pauvres auraient fort bien pu pousser la révolution si à gauche qu'ils l'auraient mener à son contraire : une restauration de la droite. Sans le Parti communiste, les paysans pauvres auraient bien pu tout partager jusqu'aux derniers bols et baguettes dans les fermes, et jusqu'aux derniers engrenages et arbres de transmission dans les usines, et détruire ainsi la base de production sur laquelle ils pouvaient bâtir. Sans le Parti communiste, les paysans pauvres auraient bien pu pousser leurs alliés plus prospères dans les bras de leurs ennemis et repousser, sinon détruire, les dirigeants les plus dévoués et les plus habiles sortis de cette classe. De telles erreurs n'auraient pu que diviser la population paysanne en factions déterminées par la parenté, l'appartenance religieuse, l'influence personnelle et la loyauté de groupe, et n'auraient pu qu'aboutir à des querelles interminables entre ces factions. Enfin, les paysans auraient fort bien pu être défaits, trahis par une conception de la justice et un programme d'action inapplicables dans une telle pénurie économique. La conception : l'égalité absolue ; le programme : le nivellement total ; et pour résultat : la restauration de la domination des notables.(...)

Le président Mao dans la province du Chansi en 1947.

